

SAHEL /
**COMMENT LES PAYS DE L'AES
MANŒUVRENT CONTRE L'INSÉCURITÉ**

MENSUEL DE L'ACTUALITÉ DES PERSONNALITÉS AFRICAINES

LA CLÉ POUR COMPRENDRE L'AFRIQUE

HOMMES d'AFRIQUE *Magazine*

N° 154 SEPTEMBRE 2025

www.hommesdafrique.com

ANGOLA / PAIX, DÉVELOPPEMENT ET DIGNITÉ

L'ÉTHIQUE DU LEADERSHIP DE JOÃO LOURENÇO

**MAROC
DIPLOMATIE MULTI-
VECTORIELLE
ET AMBITIONS
DURABLES**

EXCLUSIF

**ENTRETIEN AVEC
LAMBERT SONNA MOMO
L'AFRICAIN QUI
VEILLE SUR
L'IDENTITÉ
NUMÉRIQUE
MONDIALE**

www.femmesdafrique.com

ANAFRICAN MONTHLY FOR GENDER PROMOTION

FEMMES d'AFRIQUE Magazine



N° 2 Rue Australia - Imm. N° 04 - Océan - Rabat - Maroc
 Tél. : +212 5 37 72 58 31 • Gsm : +212 6 48 82 21 37
 Site web : www.femmesdafrique.com

B.P. 5351 Akwa
Douala, Cameroun
www.hommesdafrique.com

**DIRECTEUR DE PUBLICATION
PRÉSIDENT DU CONSEIL ÉDITORIAL**
Samirat NTIAZE
samirat2008@gmail.com
tél. : +212 6 48 82 21 37

Editeur
SANTIA BUSINESS DEVELOPMENT (SARL)
4 RUE AUSTRALIE. OCEAN-RABAT - MAROC

**Cameroun
JOURNALISTE**
Sylvestre Tetchiada
+237 95264115
Tetchiada@yahoo.fr

Bernard BANGDA
tél. : +237 699479271
benberga@yahoo.fr

Joseph KAPO
tél. : +237 7779 4485
kapojoseph@yahoo.fr

Ngaleu Woukogou christelle
tél. : +237 76026816
Email: chrisngaleu@yahoo.fr

Zacharie Roger MBARGA
mbargaroger@yahoo.fr
tél. : +237 697846674

Nyeck Wilfried junior
tél. : 00237695057925
Email: obonomarie@yahoo.com

**Egypte
JOURNALISTE - REPRÉSENTANT**
Eric I. Asomugha
tél. : +20 11 003 3228

MAROC
Karima Mouhallam
tél. : +212 0642969974
karimamouhallam@hotmail.com

Sylvain TIMAMO
Email: Sylvaintimamo@gmail.com
Tel +212 721226813

USA
NTIAZE NDONGMO Mohamed
tél. : +1 (202) 823-878 / +12028238783
anelkapresi2010@gmail.com

Eric I. Asomugha
tél. : +1 267 243 9580
achoski@gmail.com
eric@fissonline.com

USA. Sy soire salimata
Ssysoire@yahoo.com
+1 (646) 240-1155

Amde Nardos
Adohelnar1@gmail.com
+1 (703) 228-9800

France
Georgina Mercader
tel: +33681461270
mail: sangeorgina@hotmail.com

Salomon Mezepo
tél. : +33 601 181 652
menaibuc@orange.fr

**Suisse
REPRÉSENTANT**
METANGMO Patrick
tél. : +41797966656
wtsobgny@gmail.com

**Côte d'Ivoire
CORRESPONDANT**
Valéry Fougbe
tél. : +225 40 40 20 51
v.fougbe@yahoo.fr

**Gabon
REPRÉSENTANT**
Serge Olivier NziKoue
tél. : +241 07 36 67 65
nzikoue_so@yahoo.fr

**Ethiopie
CORRESPONDANT**
Teshome Fantahun HASSEN
tél. : +251 91 185 4885
teshomfantahun@gmail.com

**Bénin/Togo
JOURNALISTE**
ferdinand Gade
Tél. : +228 97 38 61 13 togo
+229 97 84 97 76 Bénin
ferdinandgade@gmail.com

HOUNGBEDJI Cir Raoul
Tél : (+229) 52 22 72 22
E-mail : houciral@yahoo.fr

**Congo Brazzaville
JOURNALISTE**
Wilfrid DIANKABAKANA
tél. : +242066922268
Mail : chrislawilla@yahoo.fr

**Guinée Equatoriale
JOURNALISTE**
Ela Ondo Onguene Clemente
tél. : +240 222 022 315
clementeela@hotmail.com

Jillapia Nestor
tél. : +240222259070

**Ghana
JOURNALISTE**
Florian Maillely
Tel +233538449357

TRADUCTEUR
Tsobgni Bruno
tél. : +240 222 24 33 26

Conception
hichampro2020@gmail.com

Imprimerie
Linaprint

Périodicité: Mensuel
Dépôt légal
2013PE0010
ISSN
2028_9944

SOMMAIRE

FOCUS

6-11 **ANGOLA / Paix, Développement Et Dignité : L'éthique Du Leadership De João Lourenço**

João Lourenço : La construction d'une nation en marche

DIPLOMATIE

12-21 **MAROC : Diplomatie multi-vectorielle et ambitions durables**

MAROC / Diplomatie africaine et coopération Sud-Sud : Les leviers d'un engagement structurant pour la paix et le développement

POLITIQUE

22-31 **SAHEL : Comment les pays de l'AES manœuvrent contre l'insécurité**

Présidentielles au Malawi, aux Seychelles, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Tanzanie, en RCA... : Quels enjeux en termes de gouvernance, d'alternance et de stabilité ?

Ethiopie : Abiy Ahmed d'après guerre, cap et perspectives ...

GUINEE EQUATORIALE : Entre ambitions régionales et influence mondiale

ENVIRONNEMENT

32-35 **L'Afrique, architecte climatique : Vers une diplomatie du futur**

GOVERNANCE

36-37 **Les bons points de l'AIGLES avec Joseph LE**

NOUVELLES TECHNOLOGIES

38-47 **Lambert Sonna Momo : L'Africain qui veille sur l'identité numérique mondiale**

Afrique / Essor Des Hubs Technologiques : Startups et innovation technologique, les nouveaux hubs du continent

SANTE

48-49 **Professeur Mohamed Yakub Janabi**
Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique : Un parcours d'excellence au service de la santé



ZOOM

50-55 **Université Internationale de Libreville Berthe & Jean : Une décennie au service de l'excellence et de l'innovation**

Professeur Jacques François MAVOUNGOU Recteur Université Internationale de Libreville Berthe & Jean (UIL-BJ)

Président Bibalou Lycée Privé International Berthe et Jean et l'Université Internationale de Libreville

Yves Loussou, prêtre catholique et aumônier de l'Institution Berthe et Jean

Clément Oboulo, Proviseur du Lycée Privé Berthe & Jean

DEVELOPPEMENT

56-57 **L'ATTP, un tournant stratégique pour la gouvernance du continent**

FINANCES

58-59 **George Elombi à la tête d'Afreximbank : Une vision panafricaine pour structurer le développement africain**

INTEGRATION ECONOMIQUE

60-61 **Afrique - Caraïbes : Vers un nouveau chapitre d'intégration économique**

CULTURE

62-65 **Féliçien Castermann : 25 ans au service de l'élégance africaine**
Firmin Edouard Matoko : La voix africaine pour un multilatéralisme culturel renouvelé

SPORT

66 **CHAN 2024 : Le Maroc impose sa loi à toute l'Afrique**



Votre magazine Hommes d'Afrique est disponible sur **Kalpin, le premier kiosque digital au Maroc**

**Prix
unitaire**

60 DH

Accès digital

**Prix
annuel**

590 DH
Par an

Accès digital
à 12 numéros

**Prix
étudiant**

530 DH
Par an

Accès réservé
aux étudiants



L'AFRIQUE AU CARREFOUR DES MUTATIONS MONDIALES

A l'heure où le monde connaît des recompositions géopolitiques et économiques d'une ampleur sans précédent, l'Afrique se trouve placée devant une double exigence : assumer sa propre transformation et affirmer sa voix sur la scène internationale. Le 80e anniversaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui s'ouvre ce mois de septembre, constitue à cet égard un moment symbolique et stratégique. Symbolique, parce qu'il rappelle le chemin parcouru par une organisation née sur les décombres de la Seconde Guerre mondiale. Stratégique, parce qu'il offre aux nations africaines une tribune unique pour revendiquer leur juste place dans la gouvernance mondiale.

Depuis deux décennies, le continent a multiplié les signaux d'une vitalité économique, diplomatique et culturelle. La croissance démographique, souvent perçue comme un défi, est aussi une formidable ressource humaine. La transition numérique, qui s'accélère avec des initiatives continentales et nationales, nourrit l'émergence de nouvelles filières industrielles. La dynamique d'intégration, incarnée par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), ouvre des perspectives de marchés élargis et de chaînes de valeur régionales. Pourtant, ces acquis restent fragiles face aux crises multiples : instabilités politiques, chocs sécuritaires, vulnérabilités climatiques, dépendances économiques extérieures.

C'est pourquoi, plus que jamais, l'Afrique doit transformer son potentiel en puissance. Cette ambition suppose trois conditions essentielles : la consolidation institutionnelle, l'investissement dans les infrastructures stratégiques et l'affirmation d'une diplomatie proactive.

Sur le plan institutionnel, l'Union africaine est appelée à jouer un rôle central. Le leadership renouvelé de son président, Mahamoud Ali Youssouf, doit être perçu comme l'occasion d'approfondir les réformes engagées et d'asseoir l'autonomie financière et décisionnelle de l'organisation. La voix africaine, longtemps éclipsée ou divisée, ne peut désormais plus se contenter d'un rôle périphérique dans les

débats mondiaux sur la paix, la sécurité, le climat ou la gouvernance de l'intelligence artificielle.

Sur le plan économique, l'heure est à la construction d'infrastructures numériques et énergétiques capables de soutenir la souveraineté du continent. Sans maîtrise de la donnée, sans interconnexions fiables, sans corridors logistiques performants, l'Afrique restera dépendante de paradigmes imposés de l'extérieur. Le thème de ce numéro, consacré aux infrastructures numériques comme socle de souveraineté, souligne à quel point la bataille du XXIe siècle est d'abord technologique. Celui qui maîtrise les flux d'information, de capitaux et d'innovation façonne l'avenir. L'Afrique n'a pas le droit d'être absente de cette compétition.

Enfin, sur le plan diplomatique, l'Afrique doit passer d'une logique défensive à une posture d'influence. Qu'il s'agisse de la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies, des négociations climatiques ou des accords commerciaux, le continent a intérêt à parler d'une seule voix et à faire entendre des propositions fortes. L'heure n'est plus aux plaidoyers incantatoires, mais à la définition claire d'intérêts communs et à la mise en place de coalitions stratégiques.

Dans cette dynamique, les jeunes et les femmes ne peuvent rester en marge. Ils représentent la majorité de la population et sont les acteurs de demain. Les inclure dans les processus de décision, leur donner les moyens de créer, d'entreprendre et d'innover, c'est préparer une Afrique capable de relever ses défis par elle-même.

A travers cette édition, nous lançons un appel : l'Afrique n'est pas condamnée à subir l'histoire, elle peut en être un acteur décisif. Encore faut-il que ses dirigeants, ses élites et ses sociétés civiles fassent preuve de courage politique et de vision stratégique. L'heure est à la cohérence, à l'action collective et à la transformation des discours en résultats tangibles.

Au moment où le monde retient son souffle devant tant d'incertitudes, l'Afrique doit choisir de ne pas être spectatrice, mais protagoniste. C'est à cette condition qu'elle pourra inscrire sa marche dans le concert des nations, non plus comme périphérie, mais comme puissance.



ANGOLA

PAIX, DÉVELOPPEMENT ET DIGNITÉ : L'ÉTHIQUE DU LEADERSHIP DE JOÃO LOURENÇO

Dans un contexte continental marqué par les turbulences géopolitiques, les fractures identitaires et les conflits armés persistants, l'Afrique contemporaine est en quête de leadership visionnaire. La figure de João Lourenço, Président de la République d'Angola, émerge progressivement comme celle d'un bâtisseur de ponts, médiateur engagé, stratège du dialogue et champion d'une paix durable. Loin d'être un acteur discret, il s'impose comme l'une des voix les plus crédibles de la diplomatie africaine, œuvrant tant sur la scène régionale qu'internationale à réconcilier peuples et territoires.

« Arrivé au pouvoir en 2017, il est une figure exemplaire », affirme, à Hommes d'Afrique, Harouna Ibrahim, enseignant de Sciences politiques. « Loin des projecteurs, il s'est imposé comme un homme d'Etat au service de la stabilité, de la réconciliation et du multilatéralisme africain, mieux, l'un des médiateurs les plus actifs du continent, incarnant une diplomatie panafricaine résolue, ancrée dans les réalités régionales et ouverte aux enjeux globaux ». Aussi, son nom est-il de plus en plus cité parmi ceux qui mériteraient d'être honorés. Par divers prix ! Et, peut-être, par un Prix Nobel de la Paix ? Non pas pour un seul acte symbolique, mais pour une trajectoire politique patiemment construite autour de l'un des piliers les plus nobles de l'idéal africain : la paix comme fondement du développement durable.

Médiateur des Grands Lacs : diplomatie de la paix en RDC

« Au cœur des tensions récurrentes dans la région des Grands Lacs, l'intervention du président Lourenço en République démocratique du Congo est l'une des plus marquantes de ces dernières années », fait observer Léopold Tsafack, anthropologue. « En tant que médiateur désigné par l'Union Africaine, il a été un acteur clé du processus de paix entre la RDC et le Rwanda, notamment dans

le cadre des discussions de Luanda, débutées en 2022 », dit-il, à Hommes d'Afrique. « Ces négociations ont permis d'ouvrir des canaux de dialogue entre Kinshasa et Kigali, au plus fort des tensions frontalières et des accusations croisées d'appui à des groupes armés ». En effet, dès les premières années de son mandat, João Lourenço s'est illustré comme un acteur clé dans la stabilisation de la sous-région des Grands Lacs. En initiant et soutenant le Processus de Luanda, il a assumé le rôle de facilitateur entre la RDC et le Rwanda, deux nations prises dans l'étau d'un conflit prolongé à l'Est de la RDC.

« Ce processus a permis d'instaurer une logique de consultation tripartite fondée sur la coopération sécuritaire », rappelle, à Hommes d'Afrique, Ernestine Aurélie Mpondo, diplomate. « Lourenço s'est montré patient, méthodique et résolument tourné vers le dialogue, malgré les tensions persistantes », insiste-t-elle.

« Le président Lourenço incarne une diplomatie de la responsabilité. Il agit avec discrétion mais efficacité, au service des peuples, et non des agendas politiques », souligne un haut diplomate de l'Union africaine ayant requis l'anonymat. « Son rôle dans la stabilisation de l'Est de la RDC s'inscrit dans une démarche plus large de prévention des conflits et d'intégration régionale,

saluée par de nombreux observateurs », asserte Tsafack. « Son action diplomatique ne s'est pas limitée à la posture classique de médiation : elle intègre un savoir-faire africain, qui valorise les méthodes endogènes de règlement des différends ». « En replaçant l'Afrique au centre de ses propres solutions, il redéfinit le rôle du chef d'Etat africain dans les mécanismes régionaux ».

Champion de l'Union africaine pour la paix et la réconciliation

Le choix de l'Union africaine de confier à João Lourenço le titre de « Champion de la paix et de la réconciliation en Afrique » en 2022 n'est pas anodin. Notamment en raison de son engagement en faveur de la pacification du continent, et dans le cadre de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRG) et d'autres domaines.

Il consacre une posture assumée de médiateur et de bâtisseur de passerelles entre les acteurs politiques et militaires de régions en crise. À ce titre, il a multiplié les initiatives sur plusieurs fronts :

- Au Soudan, où la guerre civile fait rage, le président angolais a tenté de relancer les discussions entre factions rivales et de faire entendre la voix de l'Afrique dans les négociations internationales.

- Au Mozambique, il a suivi de près le processus de désarmement et de réinté-



gration des ex-rebelles de la RENAMO, en collaboration avec la SADC.

- Dans le Sahel, il s'est exprimé à plusieurs reprises pour appeler au retour à l'ordre constitutionnel et à la coopération régionale face au terrorisme.

Dans chacune de ces situations, Lourenço s'affirme non comme un donneur de leçons, mais comme un facilitateur pragmatique, capable d'injecter du sens politique dans des processus souvent technocratiques.

« João Lourenço n'a pas hésité à s'impliquer personnellement dans des dossiers sensibles, là où beaucoup préfèrent l'abstention », affirme le professeur Patrice Mbemba, chercheur au Centre d'Études sur la Paix en Afrique (CEPA) basé à Nairobi.

Sa diplomatie est celle du terrain, des conversations patientes, et des compromis durables.

Une voix africaine dans les tribunes du monde

En tant que président en exercice de l'Union africaine (depuis février 2025), João Lourenço a renforcé sa stature

internationale. Devenue une voix pour le multilatéralisme africain, il s'est fait l'écho des préoccupations africaines dans les plus hautes instances : à l'Assemblée générale des Nations Unies, au Forum Russie-Afrique, à la COP ou encore dans les discussions sur la réforme du Conseil de sécurité.

Il s'est aussi engagé sur les grandes crises internationales, adoptant une position équilibrée sur le conflit russo-ukrainien où il plaide pour un équilibre géopolitique sans alignement excessif, mais

avec une volonté de dialogue constructif, appelant au dialogue, au respect du droit international et à une solution pacifique.

De même, sur la question israélo-palestinienne, l'Angola sous sa présidence défend le droit des peuples à vivre en sécurité, tout en appelant à une désescalade globale et humanitaire. Il adopte une posture éthique de soutien à la paix, en appelant à la fin des violences et à la reconnaissance mutuelle des peuples.

Sur les tribunes internationales, Lourenço insiste sur le principe d'une Afrique actrice - et non spectatrice - des grands équilibres mondiaux. Il défend une vision où la paix mondiale ne peut se construire sans voix africaines fortes. « Nous avons besoin d'un multilatéralisme renoué, où l'Afrique ne soit plus un spectateur, mais un acteur de la paix mondiale », déclarait João Lourenço à Addis-Abeba en marge d'un sommet UA-ONU. Ce positionnement cohérent renforce l'image d'un président résolument attaché à une diplomatie africaine proactive, soucieuse d'éthique et de solutions durables.

**EN TANT QUE
PRÉSIDENT EN
EXERCICE DE
L'UNION AFRICAINE,
JOAO LOURENÇO
A RENFORCÉ
SA STATURE
INTERNATIONALE...**

La paix par le développement : le corridor de Lobito

Dans son pays, son leadership repose sur une articulation stratégique entre stabilité politique et intégration économique.

Le corridor de Lobito, projet phare du mandat de João Lourenço, incarne cette vision :

- Il relie l'Angola, la RDC et la Zambie sur un axe ferroviaire modernisé avec le soutien de l'Union européenne, des États-Unis et de la Banque africaine de développement.

- Ce corridor permet non seulement l'acheminement de minerais et de marchandises, mais favorise aussi la mobilité des populations et le désenclavement régional.

Ce n'est pas qu'un projet d'infrastructure : c'est une démonstration que la paix peut émerger de la coopération économique et du dialogue logistique entre États, en transformant les frontières en espaces d'échange.

« La vision de João Lourenço ne se limite pas aux médiations politiques », explique, à Hommes d'Afrique, Pierre-Marie Moussongui, politologue. « Elle repose aussi sur un postulat clair : sans développement inclusif, il n'y a pas de paix durable. C'est dans cet esprit qu'il a lancé et accéléré le projet stratégique du corridor de Lobito, qui relie l'Atlantique à l'intérieur du continent, de l'Angola à la Zambie en passant par le sud de la RDC », argumente-t-il.

Cette infrastructure ferroviaire et logistique est bien plus qu'un projet économique : elle représente un outil de stabilité régionale, de création d'emplois, et de désenclavement de territoires souvent laissés pour compte.

« Le corridor de Lobito est une démonstration concrète que l'intégration africaine peut être au service de la paix. C'est un projet structurant qui transforme les frontières en ponts », analyse l'économiste kényan Joseph Mutua, expert en infrastructures régionales.

En favorisant la connectivité et les échanges, João Lourenço pose ainsi les fondements d'une paix par le commerce, la mobilité et la prospérité partagée, selon les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Pour un Nobel africain de la paix : une éthique du leadership

La trajectoire diplomatique de João Lourenço mérite d'être analysée non seulement à travers les faits, mais aussi par l'éthique qui la sous-tend. « Son action ne relève ni de la mise en scène diplomatique ni du populisme. Elle est fondée sur une volonté constante de désamorcer les conflits, de rapprocher les États, et de favoriser une Afrique forte dans la diversité », analyse Fernande Tsonang, économiste. « En œuvrant pour la pacification de zones longtemps marginalisées, il refuse les logiques de partition qui minent l'unité continentale », ajoute Tsonang. « En promouvant la diplomatie économique et les corridors régionaux, il transforme les défis en leviers de stabilité ».

Elle a renchéri : « Son profil correspond

« EN SEPT ANS DE PRÉSIDENTE, IL A TRANSFORMÉ SON PAYS EN ACTEUR RESPECTÉ, ENGAGÉ ET CRÉDIBLE DE LA DIPLOMATIE AFRICAINE », AFFIRME MBEMBA.

aux critères historiques du Prix Nobel de la Paix : celui d'un leader qui, par ses choix et ses engagements, influe sur la stabilité d'un monde incertain, tout en promouvant des valeurs humanistes et durables ».

Moussongui commente : « À la lumière de ces engagements multiples - politiques, diplomatiques, économiques - le nom de João Lourenço mérite d'être sérieusement envisagé parmi les candidats africains au Prix Nobel de la Paix ». « Il représente une figure singulière : un président qui n'a pas utilisé la paix comme rhétorique, mais comme ligne d'action. Qui n'a pas attendu la recon-

naissance internationale pour agir, mais qui s'est investi avec constance, au nom de principes partagés et au service des peuples ».

« Le monde gagnerait à reconnaître les efforts des bâtisseurs de paix africains. João Lourenço a su joindre la parole aux actes. Il incarne cette Afrique mature, responsable, et stratège », plaide une experte en relations internationales et ancienne membre du panel FemWise-Africa - le réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation, un mécanisme subsidiaire du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Son objectif est de renforcer le rôle des femmes dans les processus de paix et de sécurité en Afrique - de l'Union africaine.

Dans un contexte mondial tendu, récompenser un acteur africain de la paix aurait une valeur symbolique majeure. Ce serait reconnaître l'Afrique comme source de solutions, et non simple terrain de crises.

« L'Afrique a besoin de narrations puissantes pour valoriser ses trajectoires de paix. João Lourenço incarne l'un de ces récits. Ni sauveur providentiel, ni stratège solitaire, il est un acteur collectif du renouveau panafricain », conte Ibrahim. « Son pays a connu la guerre. Lourenço en est un témoin lucide. Il sait que la paix n'est jamais acquise, qu'elle se construit jour après jour, à la table des négociations comme sur les chantiers de développement. En sept ans de présidence, il a transformé son pays en acteur respecté, engagé, et crédible de la diplomatie africaine », affirme, quant à lui, Mbemba.

À travers ses médiations, ses actions multilatérales et ses projets d'intégration, le président angolais incarne une diplomatie du courage et du respect. Celle qui bâtit, qui relie, qui désarme.

Et Tsonang de conclure : « À l'heure où l'Afrique cherche des figures de référence capables de parler au monde, João Lourenço s'impose comme un leader dont la voix porte au nom de la paix ». « Un chemin vers le Nobel ? Peut-être. Mais avant tout, un chemin de dignité et de responsabilité au service du continent ».

Sylvestre Tetchiada

JOÃO LOURENÇO

La construction d'une nation en marche

Si la stature internationale du président angolais João Lourenço repose largement sur son rôle de médiateur et d'artisan de paix en Afrique, son action à l'intérieur des frontières angolaises est tout aussi déterminante. Depuis son accession au pouvoir en 2017, il s'est engagé dans une série de réformes profondes et de projets structurants visant à transformer la gouvernance, diversifier l'économie et améliorer le quotidien des citoyens. Cette dimension nationale renforce sa légitimité internationale : un leader crédible à l'extérieur est aussi celui qui agit concrètement pour son peuple.

S.T



1

GOVERNANCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION



Dès son arrivée à la présidence, João Lourenço a envoyé un signal fort : l'ère de l'impunité et des passe-droits devait prendre fin. Il a lancé une campagne anticorruption sans précédent, s'attaquant à des réseaux d'intérêts solidement installés depuis des décennies. Plusieurs personnalités influentes, y compris issues de l'élite politique et économique, ont été traduites en justice. Des milliards de dollars détournés ont été récupérés, et des réformes institutionnelles ont renforcé les mécanismes de contrôle des finances publiques.

« Le président Lourenço a fait comprendre que la justice devait être la même pour tous, quelles que soient les fonctions occupées », commente un ancien haut magistrat angolais.

Ces mesures ont contribué à restaurer la confiance des citoyens et à améliorer l'image du pays auprès des investisseurs étrangers.

2

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET OUVERTURE AUX INVESTISSEMENTS

Conscient de la vulnérabilité de l'Angola face aux fluctuations du prix du pétrole, Lourenço a engagé une stratégie de diversification économique. L'agriculture, l'exploitation minière, le tourisme et les énergies renouvelables ont été identifiés comme secteurs prioritaires. Des incitations fiscales et un cadre réglementaire plus attractif ont été mis en place pour encourager les investissements nationaux et étrangers.

Parallèlement, le gouvernement a investi dans la modernisation du système bancaire et la digitalisation de certains services administratifs afin de faciliter les affaires.



3

INFRASTRUCTURES ET INTÉGRATION TERRITORIALE



Le président a placé les infrastructures au cœur de son programme. Des routes et des voies ferrées ont été construites ou réhabilitées pour relier les provinces et désenclaver les zones rurales. Parmi les projets phares figure la modernisation du port de Lobito et l'extension du corridor ferroviaire éponyme, qui relie l'Angola à la Zambie et au sud de la RDC. Ces infrastructures ne sont pas seulement économiques : elles contribuent aussi à l'intégration régionale et à la cohésion nationale.

4

SANTÉ, ÉDUCATION ET QUALITÉ DE VIE

L'amélioration des services sociaux a été une autre priorité. En matière de santé, de nouveaux hôpitaux et centres médicaux régionaux ont été inaugurés, des campagnes de vaccination ont été renforcées et des partenariats ont été établis avec des institutions internationales pour lutter contre les maladies endémiques.

Dans le domaine de l'éducation, des écoles ont été construites ou rénovées, des enseignants formés, et des programmes numériques pilotes ont été introduits pour moderniser l'apprentissage.



5

JEUNESSE, EMPLOI ET INCLUSION SOCIALE



Pour répondre aux attentes d'une population jeune, Lourenço a lancé des programmes de formation professionnelle et de soutien aux petites et moyennes entreprises. L'entrepreneuriat féminin a bénéficié d'initiatives spécifiques, allant du microcrédit à l'accompagnement technique. Le développement du sport et de la culture a aussi été encouragé, non seulement pour le bien-être des citoyens mais aussi comme levier de cohésion sociale.

« Le président Lourenço agit avec la conviction qu'une paix durable commence par la dignité et le bien-être du peuple », observe un sociologue angolais.

6

MÉMOIRE NATIONALE ET RÉCONCILIATION

Ayant lui-même connu les années de guerre civile, João Lourenço a placé la réconciliation nationale au centre de son mandat. Des programmes de soutien aux familles des victimes, des commémorations officielles et un dialogue constant avec la société civile ont permis d'apaiser les tensions héritées du passé. Il promeut une identité nationale inclusive, où toutes les provinces et toutes les communautés ont leur place dans la construction de l'avenir.

L'action nationale de João Lourenço témoigne d'une vision équilibrée : promouvoir la paix et la stabilité en Afrique tout en bâtissant un Angola plus juste, plus intégré et plus prospère. C'est cette double cohérence - interne et externe - qui renforce sa stature de leader et alimente les arguments en faveur de sa candidature au Prix Nobel de la Paix.





Mr. Nasser Bourita

Minister Of Foreign Affairs, African
Cooperation and Moroccan Expatriates

MAROC

Diplomatie multi-vectorielle et ambitions durables

À la croisée des ambitions africaines et mondiales, le Royaume du Maroc se distingue par la cohérence de sa vision et la profondeur de ses engagements. Héritier d'une histoire pluriséculaire et guidé par une volonté réformatrice, il se positionne avec discernement comme acteur central des recompositions géopolitiques du continent. En consolidant ses partenariats avec les grandes puissances tout en renforçant l'intégration régionale, il incarne une diplomatie équilibrée, fondée sur le respect mutuel, la coopération et la projection stratégique.

« Son rayonnement s'exprime à travers des initiatives économiques audacieuses, un soutien constant à l'innovation et une diplomatie culturelle dynamique qui valorise le patrimoine tout en dialoguant avec les civilisations du monde », affirme, à Hommes d'Afrique, Claudine Nangmetio, géopolitologue, basée au Cameroun. « Ce Royaume s'érige en catalyseur d'une Afrique proactive, soucieuse de stabilité, de prospérité partagée et de valorisation de ses ressources humaines », poursuit-elle.

Aussi, les choix structurants et les orientations stratégiques de cet acteur singulier, fidèle à une tradition d'excellence tout résolument tourné vers les défis du XXI^e siècle interpellent-ils. C'est à ce carrefour fertile que se dessine une narration nouvelle, dans laquelle ce Royaume incarne le trait d'union entre enracinement africain et ouverture universelle - contribuant ainsi à forger un avenir commun, audacieux et inspiré. Marie-Axelle Djombi, économiste de l'environnement, commente : « en effet, considéré comme un point de rencontre entre l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient, le Maroc s'est forgé un modèle

de développement axé sur l'innovation, la stabilité et l'inclusion, tout en affichant une diplomatie dynamique, résolument tournée vers la défense des intérêts africains et la promotion d'une souveraineté durable ».

L'ambition verte : Un champion africain de la transition écologique

Selon Djombi, depuis plus d'une décennie, le Maroc a pris de l'avance en matière de transition énergétique et d'économie verte, s'imposant en modèle pour le

co-organisation, a donné une impulsion nouvelle aux filières innovantes : hydrogène vert, valorisation du phosphogypse, adaptation agricole intelligente, se souvient Mehdi Barajat, habitant de Laâyoune. « Les investissements publics massifs et la mobilisation du secteur privé se traduisent par la création de milliers d'emplois, la transformation des régions semi-arides, et la diffusion d'un savoir-faire endogène auprès de partenaires d'Afrique de l'Ouest », indique-t-il, à Hommes d'Afrique.

« Le Maroc a choisi l'économie verte non seulement comme une nécessité environnementale, mais comme une opportunité d'innovation, de création d'emplois et de leadership continental. Notre ambition est claire : être un acteur clé dans la lutte contre le changement climatique tout en soutenant la croissance durable », déclarait alors Aziz Rebbah, ancien ministre de l'Énergie, spécialiste reconnu des énergies renouvelables au Maroc.

Mais l'ambition verte ne se limite pas à la production : elle irrigue également les politiques urbaines (transports électriques, plans verts pour Casablanca et Rabat), la lutte contre la désertification avec la préservation de la ceinture du Moyen Atlas, et la gestion rationnelle de l'eau, enjeu national dans un contexte de stress hydrique. « Le Maroc partage son expertise avec d'autres États africains, renforçant la solidarité sud-sud face à l'urgence climatique », souligne Barajat.

Un modèle de diversification économique et de résilience

L'autre pilier de la réussite marocaine est la diversification rapide de son économie. Aux côtés de l'industrie du phosphate, longtemps colonne vertébrale des exportations, s'est imposé un tissu d'ac-

L'AUTRE PILIER DE LA RÉUSSITE MAROCAINE EST LA DIVERSIFICATION RAPIDE DE SON ÉCONOMIE...

continent. « Si 2025 marque un tournant, c'est parce que les chantiers lancés dans les années 2010-2020 arrivent aujourd'hui à maturité », explique cette experte. Et d'ajouter : « l'image de la centrale Noor à Ouarzazate - la plus grande centrale solaire d'Afrique - incarne cette mutation : en couvrant près d'un tiers des besoins nationaux en énergie renouvelable, le complexe fait du Maroc un exportateur d'électricité propre vers l'Europe et ses voisins africains, réduisant considérablement sa dépendance aux importations fossiles ». La COP30, dont le Maroc a porté la



tivités florissantes : automobile, aéronautique, électronique, services financiers, et technologie de l'information. Dès 2019, le Maroc devenait premier exportateur africain de voitures, grâce à la montée en puissance des usines Renault à Tanger et Peugeot à Kénitra, symbole de la stratégie des « éco-parcs » industriels.

« La diversification est notre boussole pour faire face à la volatilité des marchés mondiaux. Le développement de pôles industriels compétitifs au Maroc témoigne de notre volonté de conjuguer attractivité économique et insertion régionale », a dit, à Hommes d'Afrique, Faouzi Moahammed, analyste économique.

Il a ajouté : « L'innovation irrigue l'économie : Rabat et Casablanca attirent des start-ups, tandis qu'une nouvelle génération d'ingénieurs, formés dans les universités marocaines ou à l'international, dynamisent la recherche appliquée ». « Le gouvernement a su allier protection sociale (couverture médicale universelle étendue en 2024), soutien à l'entrepreneuriat des jeunes et politiques volontaristes de formation professionnelle. Le plan de relance post-Covid, articulé autour de la digitalisation, du soutien aux PME et des infrastructures logistiques (Nador West Med), a ren-

forcé la compétitivité du Royaume à l'international, même en période de volatilité géopolitique », a égrené cet expert.

Et le secteur agricole, trop longtemps dépendant de la pluviométrie, se modernise via l'irrigation goutte-à-goutte, l'agro-industrie et la valorisation du terroir, créant de nouveaux débouchés dans la coopérative et l'agro-food export. En 2025, le secteur agroalimentaire contribue à 19% du PIB et fait du Maroc un acteur phare de la sécurité alimentaire régionale.

Selon la Banque africaine de développement, la croissance du PIB marocain devrait atteindre environ 3,9% en 2025,

portée par la reprise agricole, la vitalité touristique et les investissements étrangers dans l'industrie et les exportations.

Leadership continental : le Maroc, moteur de l'Afrique et avocat du multilatéralisme

Le Maroc ne se contente pas d'une réussite interne : il se projette comme porteur de solutions pour l'Afrique. Daniel Ebwelle, politologue, explique : « Son retour à l'Union africaine le 30 janvier 2017, à l'occasion du 28^e sommet de cette organisation qui s'est tenu à Addis-Abeba, en Éthiopie a marqué le point de départ d'une stratégie offensive de rayonnement continental ». « Présidence de commissions clés, médiation lors des crises du Sahel, investissements massifs dans les télécommunications, la finance (Banque populaire, Attijariwafa Bank), ou les énergies vertes en Afrique subsaharienne, le Maroc s'impose comme un pivot du partenariat sud-sud », observe-t-il.

Et, aujourd'hui, Rabat continue de défendre une Afrique forte au sein des instances onusiennes. La diplomatie marocaine plaide pour une meilleure représentativité du continent au Conseil de sécurité, l'élargissement des instances de gouvernance économique

DANS LA SPHÈRE POLITIQUE, LE MODÈLE MONARCHIQUE RESTE UN FACTEUR CLÉ D'UNITÉ...

mondiales, et une réforme des mécanismes multilatéraux de financement du développement.

« Le Maroc incarne le succès de la coopération africaine basée sur le respect mutuel et le partage d'expertises. A l'ONU, notre message est celui d'une Afrique résolue à prendre son destin en main, en jouant pleinement son rôle dans la gouvernance mondiale », a confié un diplomate marocain.

Sur le terrain, c'est sa capacité à tisser des coalitions entre États africains et organisations régionales qui impressionne : accompagnement des transitions politiques au Burkina Faso ou au Tchad, assistance technique (statistiques, agriculture intelligente), soutien aux opérations de paix africaines.

Inclusion, jeunesse et réformes de société

L'autre facette de la mutation marocaine concerne l'inclusion sociale et la modernisation des rapports au sein de la société. Si la croissance économique est réelle, les défis sociaux persistent : chômage des jeunes, inégalités territoriales, pression démographique. Pour y répondre, le Maroc lance des

réformes profondes, saluées par les agences internationales : revalorisation de l'enseignement primaire et professionnel (programme « Écoles du futur »), souscription massive à l'assurance maladie universelle, politique d'inclusion numérique des territoires enclavés.

« Investir dans la jeunesse, c'est investir dans l'avenir du Maroc et de toute la région. Nous devons donner à chaque enfant, dans les milieux ruraux comme urbains, les mêmes chances d'apprendre, d'innover et de contribuer à la société », détaille, à Hommes d'Afrique,





un fonctionnaire de l'Agence Marocaine de Développement Social.

Il a ajouté : « Les femmes et les jeunes sont au cœur de cette transformation, avec un accent porté sur l'entrepreneuriat féminin, le leadership local des jeunes, et la valorisation des cultures régionales (Amazigh, rifain) ». « Les villes marocaines deviennent des laboratoires de cohésion sociale grâce à des politiques de logement social, d'équipement public et de participation citoyenne », a renchéri Ebwelle.

Qui plus est, le Maroc assume sa diversité culturelle - Islam modéré, héritage juif, traditions rurales - pour en faire un levier de dialogue interculturel à l'échelle continentale. « La place de la diaspora marocaine, sa réussite en Europe ou dans les pays du Golfe est soigneusement mobilisée comme

relais d'influence, d'expertise et de retours d'investissement », fait observer, à Hommes d'Afrique, Omar Benani, anthropologue.

Hub géopolitique et plateforme d'affaires

« Aux Nations Unies comme en Afrique, la diplomatie marocaine se distingue par son pragmatisme et sa capacité d'adaptation aux mutations géopolitiques. Membre actif du dialogue 5+5 Méditerranée, signataire d'accords de libre-échange avec plus de 55 pays, acteur clé de la coopération sud-sud, le Maroc sait croiser les alliances avec l'Europe, la Chine, les États du Golfe et les États-Unis.

Ce positionnement multivectoriel lui permet, en 2025, d'attirer les investissements directs étrangers, servir

de porte d'entrée vers le marché africain et catalyser des projets de grande envergure, des corridors logistiques à la digitalisation des paiements interafricains. Casablanca, Tanger et Dakhla deviennent de véritables hubs où se croisent investisseurs, décideurs et start-upers panafricains.

« La gestion des flux migratoires est au cœur d'un partenariat gagnant-gagnant entre le Maroc et l'Europe. Notre approche repose sur le respect des droits humains, l'intégration et le dialogue politique, tout en consolidant la sécurité et la prospérité régionales », affirme, Karim Tazi, expert en relations internationales.

Maturité politique et défis futurs

Stabilité, oui, mais pas immobilisme :

le Maroc a évité les secousses majeures du « printemps arabe », mais la société, jeune et connectée, réclame aujourd'hui plus de transparence, de justice sociale et d'arrimage des promesses de développement avec le vécu quotidien. L'État marocain doit gérer les aspirations de citoyennerie, l'émergence d'une société civile active, et la nécessité d'une meilleure redistribution des fruits de la croissance.

Pour Abdelouahed Souhail, analyste politique, « la stabilité marocaine est le fruit d'un pacte social et politique qui doit évoluer avec les attentes d'une jeunesse connectée et exigeante. Nous travaillons à une démocratie plus inclusive, capable d'absorber les transformations sociétales ».

Dans la sphère politique, le modèle monarchique reste un facteur-clé d'unité, mais la dynamique de dialogue institutionnel et de réforme parlementaire se renforce, remarque Souhail. « Les échéances électorales de 2026 mettent au défi la consolidation démocratique et la capacité d'adaptation aux attentes populaires, dans un contexte où l'éducation, l'emploi et l'écologie deviennent les priorités de l'agenda public », analyse-t-il.

Souvent présenté comme un hub africain en pleine lumière dans les instances internationales, la diplomatie marocaine affiche en permanence un agenda aligné sur les défis du continent : intégration africaine poussée, trans-

LE MAROC SAIT CROISER LES ALLIANCES AVEC L'EUROPE, LA CHINE, LES ETATS DU GOLF ET LES ETATS-UNIS...

formation des économies, sécurité alimentaire et énergétique, lutte contre la pauvreté et la marginalisation.

Selon Tazi, l'objectif est de renforcer le leadership du Maroc, non seulement comme acteur régional, mais comme architecte d'un multilatéralisme repensé, où l'Afrique ne serait plus simple bénéficiaire mais co-créatrice des normes mondiales.

« Le Maroc est convaincu que notre continent, riche de ses diversités et ses potentiels, doit jouer dans la cour des grands avec confiance et responsabilité. Nos actions à l'ONU traduisent notre engagement pour un monde multipolaire et juste », conte-t-il.

Il a ajouté : « Les panels dédiés au 'modèle marocain' attirent partenaires, ONG et agences spécialisées : du financement de la résilience climatique à la

digitalisation bancaire, le Maroc fait la démonstration de sa capacité à réussir l'alliance entre tradition et modernité, identité et ouverture, ambition nationale et responsabilité globale ».

« Le focus accordé dans les instances internationales illustre toute la portée d'un choix africain du milieu : entre enracinement régional et ouverture internationale, gestion prudente et réinvention permanente, stabilité politique et appétit de réforme », décrypte cet expert. « Si les obstacles demeurent, du chômage des jeunes au risque hydrique, le pays a réussi à construire une trajectoire positive, alliant croissance et durabilité, modernité et respect des traditions », renchérit Nangmetio.

Derrière cette success story africaine se dessine peut-être le visage d'une Afrique qui, en 2025, sait inventer ses propres réponses aux défis planétaires, porter ses innovations sur les scènes internationales, et faire entendre sa voix dans la concertation multilatérale. « Le Maroc s'impose, non comme une exception, mais comme un précurseur, ouvrant une voie originale et inspirante vers la souveraineté africaine, la prospérité partagée et la solidarité globale », a conclu Nangmetio.

Sylvestre Tetchiada





MAROC / DIPLOMATIE AFRICAINE ET COOPÉRATION SUD-SUD

Les leviers d'un engagement structurant pour la paix et le développement

À l'heure où le continent africain réinvente ses partenariats, le Maroc affirme plus que jamais son rôle d'acteur central dans la diplomatie africaine et la coopération Sud-Sud. Ce positionnement est le fruit d'une stratégie réfléchie, fondée sur une vision royale, une diplomatie active et une mobilisation forte des institutions comme l'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI). Il s'agit pour le Royaume d'être un partenaire fiable et un bâtisseur de paix et de développement durable sur le continent.

«LE MAROC A SU, DEPUIS SA RÉINTÉGRATION À L'UNION AFRICAINE EN 2017, CONSOLIDER UN LEADERSHIP DIPLOMATIQUE FONDÉ SUR LE RESPECT MUTUEL ET L'ENGAGEMENT CONCRET.»

Un soft power africain fondé sur la stabilité, la proximité et l'influence

« Le Maroc a su, depuis sa réintégration à l'Union africaine en 2017, consolider un leadership diplomatique fondé sur le respect mutuel et l'engagement concret », explique à Hommes d'Afrique, Christian Mbonde, géopolitologue. « Loin des postures de puissance, le Royaume a adopté une posture d'écoute et de dialogue qui lui a permis d'établir une relation de confiance avec une majorité d'États africains », poursuit cet expert. « La diplomatie marocaine, portée par la volonté de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, s'inscrit

dans une démarche de co-développement, où chaque partenariat s'enrichit des spécificités locales », continue-t-il. Pour cet analyste, cette dynamique s'appuie sur un engagement résolu en faveur de la paix et de la stabilité du continent. Dans un contexte marqué par des crises sécuritaires au Sahel, en Afrique centrale ou dans la Corne de l'Afrique, le Maroc a multiplié les initiatives de médiation et de soutien aux processus de réconciliation. Comme l'a rappelé Sa Majesté le Roi Mohammed VI lors de son discours à la 34^e session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine en 2023 : « L'Afrique ne doit plus être le théâtre de crises répétées. Notre devoir est d'œuvrer ensemble pour bâtir une paix durable, fondée sur la justice, le dialogue et le respect des souverainetés ».

L'architecture de la coopération Sud-Sud portée par le Maroc

Au cœur de cette diplomatie, l'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI) joue un rôle clé. Cette institution, placée sous l'autorité directe du ministère des Affaires étrangères, est l'un des piliers de la politique

«LES UNIVERSITÉS MAROCAINES, COMME L'UNIVERSITE MOHAMMED VI POLYTECHNIQUE OU L'UNIVERSITE INTERNATIONALE DE RABAT, ACCUEILLENT AINSI UNE COMMUNAUTÉ AFRICAINE DYNAMIQUE...»

de coopération marocaine. Elle coordonne les projets de développement dans une quarantaine de pays africains, allant de la formation professionnelle à la santé, en passant par l'agriculture et les infrastructures.

Mohamed Methqal, Directeur général de l'AMCI, explique : « notre approche est avant tout partenariale. Nous cherchons à adapter nos programmes aux besoins des pays bénéficiaires, en partageant notre expérience tout en valorisant leurs propres savoir-faire ».

L'AMCI administre notamment un vaste programme de bourses d'études à destination des étudiants africains, avec plus de 9 000 bénéficiaires actuellement inscrits dans les universités marocaines. Cet effort massif contribue à la formation de cadres de haut niveau qui, une fois revenus dans leurs pays, deviennent des vecteurs de changement.

« Les universités marocaines, comme l'Université Mohammed VI Polytechnique ou l'Université Internationale de Rabat, accueillent ainsi une communauté africaine dynamique, participant à l'émergence d'un espace universitaire panafricain », a dit, à Hommes d'Afrique, Victorien Kponou, ingénieur polytechnicien, ancien étudiant au Maroc. « Au-delà des études, ces échanges renforcent les liens culturels et humains entre le Maroc et ses partenaires africains ».

Médiation, stabilité, sécurité : le Maroc en artisan de la paix africaine

Le Maroc ne se limite pas à la coopération économique et éducative ; il est aussi un acteur incontournable de la diplomatie sécuritaire et de la





médiation en Afrique. Son expertise en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme est régulièrement sollicitée, notamment dans la région sahélienne et la Corne de l'Afrique.

« En 2024, le Royaume a joué un rôle discret mais déterminant dans les négociations de paix entre les différentes factions en Libye, facilitant des accords locaux pour une stabilisation durable », confie, à Hommes d'Afrique, Sandrine Mujiko, enseignante de Sciences politiques. « Le Ministère des Affaires étrangères marocain, sous la conduite de Nasser Bourita, a souvent réaffirmé l'importance de cette diplomatie proactive », affirme-t-elle. En effet, la diplomatie marocaine a toujours mis en avant le rôle clé de cet Etat du Maghreb dans la promotion de la stabilité régionale en Afrique, en Méditerranée et dans la région arabe, mettant en avant une diplomatie respectueuse de la souveraineté des États africains.

« Nous insistons sur le soutien du Maroc aux initiatives de paix, à la résolution des crises internes des États africains, et à une approche diplomatique marquée par l'humilité et le respect mutuel », estime un diplomate marocain. « Le Maroc accompagne les États

africains dans la gestion de leurs crises, en partenariat et dans le respect de leur souveraineté, ce qui correspond à l'esprit de la citation mentionnée », ajoute, encore, cet expert. Selon lui, le Maroc coopère étroitement avec plusieurs pays pour la formation de cadres militaires et policiers, partageant son savoir-faire en matière de lutte antiterroriste et de sécurisation des frontières. Cette coopération sécuritaire s'inscrit dans une logique d'approche globale, qui intègre le développement socio-économique comme facteur clé de la stabilité.

« L'AFRIQUE NE DOIT PLUS ÊTRE LE THÉÂTRE DE CRISES RÉPÉTÉES. NOTRE DEVOIR EST D'OEUVRER ENSEMBLE POUR BÂTIR UNE PAIX DURABLE FONDÉE SUR LA JUSTICE, LE DIALOGUE ET LE RESPECT DES SOUVERAINETÉS »

Diplomatie verte, développement et partenariats stratégiques

La transition écologique est un autre levier majeur de l'engagement africain du Maroc. Avec des projets phares comme la centrale solaire Noor Ouarzazate, l'un des plus grands complexes solaires au monde, le Royaume montre la voie en matière d'énergie renouvelable.

Au niveau continental, le Maroc est engagé dans plusieurs initiatives visant à promouvoir les énergies propres et la résilience climatique. La coopération avec le Nigeria sur le projet de gazoduc transafricain illustre ce partenariat énergétique stratégique, capable de renforcer la sécurité énergétique et d'impulser la croissance.

« L'initiative royale 'Green Morocco' s'est étendue à plusieurs pays africains, avec des projets agricoles innovants favorisant la sécurité alimentaire, la gestion durable de l'eau et la valorisation des terres arides », rappelle Mbonde. « Le Maroc travaille également à la création d'un réseau d'universités africaines dédiées aux sciences de l'environnement et au développement durable ».

Il a ajouté : « dans le domaine sanitaire,

la coopération s'est renforcée depuis la pandémie de Covid-19, avec l'envoi de missions médicales dans plusieurs pays africains, la formation de personnels de santé et le soutien à la production locale de vaccins ».

Une vision royale de l'Afrique, entre solidarité et co-développement

L'engagement du Maroc sur le continent s'inscrit dans la continuité d'une vision portée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, qui prône un partenariat basé sur le respect mutuel et l'intérêt partagé. Cette diplomatie « de proximité » dépasse les enjeux strictement économiques pour toucher aux dimensions culturelles, religieuses et humaines.

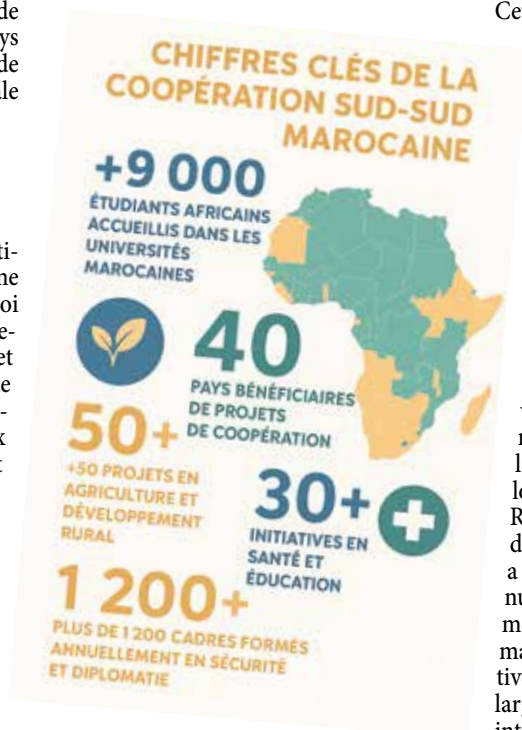
Le Roi a souvent souligné l'importance des liens historiques et spirituels entre le Maroc et les autres pays africains, en particulier ceux d'Afrique subsaharienne. Lors de son discours d'investiture à l'Union africaine en 2023, il affirmait : « Notre action s'appuie sur un profond attachement aux valeurs africaines, à la fraternité et à la solidarité entre nos

peuples ».

Cette posture a permis au Maroc de se positionner comme un interlocuteur crédible, capable de fédérer des coalitions régionales et de contribuer à la résolution de conflits, dans un esprit d'équilibre et de non-ingérence, observe Mujiko.

Pour cette politologue, le Maroc, à travers sa diplomatie africaine et sa coopération Sud-Sud, déploie un engagement structurant qui mêle action concrète, influence discrète et vision à long terme. « Le rôle de l'AMCI, la mobilisation des universités, les efforts en matière de médiation et de sécurité, ainsi que la volonté de promouvoir un développement durable et inclusif font du Royaume un partenaire stratégique du continent », commente-t-elle. Elle a conclu : « Alors que l'Afrique continue d'affronter des défis multiples, ce modèle marocain, alliant respect, pragmatisme et solidarité, offre une alternative crédible et efficace, qui mérite d'être largement valorisée dans les arènes internationales ».

Sylvestre Tetchiada



SAHEL

Comment les pays de l'AES manœuvrent contre l'insécurité



Ils avaient des stratégies éparées avant leur fusion dans une alliance. Le Niger, le Burkina et le Mali ont toute une autre manière de juguler les défis sécuritaires qui freinent le développement de leur région. Comment s'y prennent-ils depuis leur "desapparentement" d'avec les puissances occidentales ?

Les pays de l'Alliance des États du Sahel comprenant le Mali, le Burkina Faso et le Niger sont confrontés depuis des décennies à des problèmes sécuritaires tentaculaires. Longtemps dépendants de l'aide internationale, principalement occidentale, ces pays ont fait le constat amer de la léthargie dans laquelle ils s'enfonçaient.

Pire, le Mali, le Niger et le Burkina ont fini par comprendre que ceux qui étaient censés les aider à combattre le terrorisme étaient les véritables parrains du climat d'insécurité dans le Sahel.

Pour preuve, le G5 Sahel, créé en février 2014 par 5 pays, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, et Tchad et dont l'objectif principal était la coordination régionale en matière de sécurité, développement, et gouvernance, n'a pu ramener la sécurité dans le Sahel.

La France qui par un tour de passe-passe s'est invitée au Mali n'a pu endiguer l'insécurité créée par des groupes armés terroristes. Sa proximité avec ses derniers a été dénoncée par les nouvelles autorités militaires de Bamako.

En outre, la Force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S), créée en 2017 pour lutter contre les terroristes n'a pas produit les effets escomptés. Si en surface, on n'a laissé à ces pays le pilotage de l'aspect sécuritaire, dans le fond ce sont les occidentaux qui tirent les ficelles puisqu'ils en sont les véritables parrains financiers.

Ainsi, en dépit du déploiement de 5 000 soldats le long des zones frontalières communes de ces trois pays, le terrorisme n'a pas été combattu comme il se devait. Ce triste constat a amené les trois pays à se retirer de cette coalition, laissant le Tchad et la Mauritanie avec une coquille vide.

Finalement, les faiblesses structurelles, les blocages politiques, et l'échec de

résultats concrets sur le terrain militaires ont poussé les pays de l'AES à prendre leur destin en mains.

Un nouvel outil de défense commun...

Sur les fonts baptismaux de l'AES, les trois pays ont changé du tout au tout quant à leur système de défense. Depuis 2023, une nouvelle posture sécuritaire et politique est de mise contre le terrorisme au Sahel. Le retrait progressif de ces États des alliances traditionnelles (comme la CEDEAO et les partenariats avec la France) a marqué un tournant dans leur stratégie.

L'AES a d'abord rompu les amarres avec l'ex-puissance coloniale, la France. Ce qui sous-entendait la fin de la coopération militaire avec la France et ses opérations Barkhane, Sabre, Takuba. Cette approche souverainiste induisait la fermeture des bases militaires françaises.

Cependant, échaudés par les déboires d'autres leaders africains n'ayant pas eu au préalable un parapluie atomique pour se détacher de la France, les pays de l'AES se sont ouverts à la Russie. Un partenariat stratégique qui leur assure une technologie de pointe et la forma-

L'AES A D'ABORD ROMPU LES AMARRES AVEC L'EX-PUISSANCE COLONIALE, LA FRANCE. CE QUI SOUS-ENTENDAIT LA FIN DE LA COOPÉRATION MILITAIRE...

tion dans la lutte contre le terrorisme. Les pays de l'AES ont noué des relations avec d'autres puissances comme la Chine, la Turquie ou l'Iran pour l'octroi de matériel militaire.

Ce soutien non-occidental assuré, les pays de l'AES ont pensé à la reconfiguration de leurs forces armées nationales. Il s'en suivit un recrutement

massif de soldats et volontaires pour la défense de la patrie (VDP) au Burkina Faso et au Mali.

Depuis, les trois pays multiplient les réunions d'Etat-major pour définir dans le marbre les contours d'une armée unifiée et un système de défense commun. Le mardi 15 avril 2025, à Ouagadougou, leur dernière réunion visait cela.

Dialogue avec les communautés...

En plus de l'aspect purement militaire, les pays de l'AES ont compris qu'il fallait privilégier une approche sociale. Cela passe par des initiatives de dialogue communautaire dans certaines régions. Cette posture a pour objectif de désamorcer les conflits inter-communautaires exploités par les groupes terroristes.

Les pays de l'AES estiment qu'avec cette stratégie, ils parviendront à leurs fins. Finis donc les modèles occidentaux de lutte contre le terrorisme, cap sur une souveraineté retrouvée, une coopération militaire régionale renforcée, et de nouveaux partenariats géopolitiques.

Valéry FOUNGBE



PRÉSIDENTIELLES AU MALAWI, AUX SEYCHELLES, AU CAMEROUN, EN CÔTE D'IVOIRE, EN TANZANIE, EN RCA...

Quels enjeux en termes de gouvernance, d'alternance et de stabilité ?



Ils sont nombreux les pays africains qui entrent dans une période électorale en cette fin d'année 2025. Mis à part certains dont le processus électoral fait l'unanimité, beaucoup d'observateurs émettent des réserves sur l'issue desdits processus électoraux. Entre désir de conservation du pouvoir et soif d'alternance, qu'en sera-t-il de la stabilité de ces pays ?

C'est assurément le processus électoral qui retient l'attention. L'élection présidentielle du 25 octobre 2025 en Côte d'Ivoire est scrutée de près par plusieurs observateurs politiques et économiques. Suivies des législatives le 27 décembre de la même année, la présidentielle du 25 octobre fait craindre des tensions. En effet, alors que Ouattara, chef de l'Etat sortant et président du RHDP brigue un quatrième mandat, des voix s'élèvent dans l'opinion prin-

cipalement au sein de l'opposition pour dénoncer un mandat inconstitutionnel de trop.

Une frange de cette opposition réunie au sein de la coalition "CAP-Côte d'Ivoire" ferraille pour obtenir des réformes et garantir une présidentielle inclusive. Idem pour le Front Commun composé du parti de Laurent Gbagbo et du PDCI de Tidjane Thiam.

Justement l'enjeu majeur de cette élection demeure le maintien du

climat post-électoral de 2010. En 2010, le pays a connu une violente crise post-électorale. 15 ans après, les séquelles ne se sont guère cicatrisées.

Pire l'exclusion des candidats du PDCI et du PPACI pourrait servir de levain au déclenchement d'une crise pré ou post électorale. Pour l'instant, tous les efforts de médiation de certains anciens chefs d'Etat africains n'ont rien donné. Ouattara veut garder le pouvoir sans affronter des challengers de poids.

Partagés entre volonté de stabilité et désir d'alternance, certains Ivoiriens ne veulent pas laisser Ouattara s'éterniser au pouvoir par un simulacre d'élection. Ses partisans à lui se disent aussi prêts à croiser le fer avec ceux de l'opposition. La Côte d'Ivoire est un volcan en travail à la veille du 25 octobre 2025.

Le Cameroun et l'équation Biya

Candidat pour un 8e mandat après avoir supprimé les limites de mandats en 2008, le président Biya part grand favori de cette élection le 12 octobre 2025. Puisque derrière l'exclusion de Maurice Kamto, principal opposant, par la commission électorale ELECAM lui ouvre la voie à un énième mandat.

Cette situation augmente les craintes d'une contestation qui mal gérée pour déboucher sur une instabilité politique.

Le Cameroun se passera d'un autre foyer de tensions puisque le pouvoir en place est déjà confronté à la crise anglophone avec au moins 700 000 déplacés, l'insécurité dans le Nord avec Boko Haram etc. Bien malin qui pourrait prédire l'après 12 octobre au Cameroun.

Touadera en roue libre en République centrafricaine ?

Les élections générales du 28 décembre 2025 pourraient consacrer l'ancrage du président Touadera et son pari. Après avoir supprimé la limitation de mandats par référendum en 2023, Faustin Archange Touadéra est éligible à un nouveau mandat.

Cela dans un climat où la sécurité demeure extrêmement fragile du fait de l'ingérence de certains groupes armés. S'il est parvenu à stabiliser quelque peu le pays, force est de constater que les menaces sont toujours présentes. L'enjeu pour Touadera est de se faire réélire dans un contexte où sa légitimité démocratique est mise en cause par une opposition aussi dispersée qu'inorganisée.

LA CÔTE D'IVOIRE EST UN VOLCAN EN TRAVAIL À LA VEILLE DU 25 OCTOBRE 2025...

Que peut l'opposition au Malawi ?

Le 16 septembre 2025, le Malawi tient une élection présidentielle cruciale. Dans un contexte économique un peu difficile. En effet, une inflation galopante (~29 %) aggrave une crise économique persistante. Avec pour corollaire une insécurité alimentaire et un chômage galopant. Selon des experts, un quart des 23 millions de Malawites souffrent d'insuffisance alimentaire, tandis que plus de 70 % vivent avec moins de 2,15 \$ par jour.

Entre le candidat du pouvoir et ceux de l'opposition, le challenge principal est là. Les principaux candidats que sont le président sortant Lazarus Chakwera, candidat du Parti du Congrès du Malawi (MCP) ; l'ancien président Peter Mutharika, candidat du Parti démocratique progressiste (DPP) ; et l'ancienne présidente Joyce Banda, représentante du

Parti du peuple (PP) devront donc intégrer cette donne.

Selon toute vraisemblance, il ne devrait pas y avoir de contestation majeure au Malawi car le processus électoral se veut robuste, garantissant à tous les candidats un scrutin presque parfait. Mais avec les impondérables en Afrique, on ne sait jamais...

Samia Hassan va-t-elle remplir en Tanzanie ?

En Tanzanie, les élections générales du 29 octobre 2025 opposeront la première femme présidente du pays aux candidats de l'opposition. La campagne est lancée avec la candidature de Samia Suluhu Hassan dit « Mama » (CCM).

L'élection en Tanzanie ne sera pas forcément inclusive puisque l'opposition significative réunie au sein de la CHADEMA est exclue, tout comme ACT-Wazalendo.

En sus, des arrestations de leaders comme celle de Tundu Lissu, tendent le climat politique.

Une élection de Samia Hassan verrait naître un vent de contestation. Puisque les opposants dénonceront une démocratie de façade. L'enjeu de cette élection repose sur la crédibilité du processus et des institutions électorales.

Ramkalawan et l'alternance aux Seychelles

Ce sera une grande première dans ce pays. Indépendant depuis 2020, les Seychelles ont l'occasion de procéder à une première alternance depuis l'indépendance en 2020. Mais le président Ramkalawan, aujourd'hui en quête d'un second mandat, arrive comme un candidat sérieux face à l'opposition.

Que ce soit l'opposition ou lui, les exigences restent les mêmes. La diversification économique pour ne plus dépendre uniquement des revenus du tourisme, la réduction de la pauvreté, et la stabilité démocratique, sont les enjeux majeurs de cette élection.

Valery FOUNGBE

ETHIOPIE

Abiy Ahmed d'après guerre, cap et perspectives ...

Le premier ministre éthiopien, choisi par la coalition au pouvoir, le Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (EPRDF) en 2018, s'est donné des priorités. Ils sont d'ordre politique, économique et social.

Arrivé au pouvoir en avril 2018, le premier ministre Abiy Ahmed du faire face à une tentative insurrection, qu'il a fini par juguler avec fermeté et diplomatie. Depuis, Abiy Ahmed a entrepris de rattraper ce temps perdu par des réformes courageuses. Ainsi, tous les secteurs (économie, société, politique, diplomatie) sont auscultés afin de redonner un second souffle à un pays qui compte en Afrique.

Le chef de l'exécutif compte remettre l'Éthiopie sur la voie de la prospérité et de l'unité le plus rapidement possible. Ainsi, des actions concrètes ont été engagées pour ramener la paix et la stabilité dans les régions en proie à des conflits répétés.

Au plan politique, des milliers de prisonniers, dont certains opposants de premier plan, ont recouvré leur liberté dès son accession au poste de premier Ministre en 2018. Sous l'égide d'Abiy Ahmed, l'Éthiopie s'est aussi lancée dans un processus de pacification régionale notamment avec l'Érythrée, son rival historique. Cet accord met officiellement fin à un conflit gelé depuis la guerre de 1998-2000. Mais cela ne va pas empêcher la survenue de la crise avec le Tigré.

La décision du Tigray People's Liberation Front d'organiser des élections régionales en septembre 2020, en défiance du gouvernement fédéral, marque le point de rupture. En novembre, des affrontements éclatent alors entre les forces fédérales et le



TPLF. Deux ans de guerre fratricide après, avec un bilan humain oscillant entre 600 et 800 morts, l'accord de paix signé à Pretoria en novembre 2022, a mis fin à cette crise.

Des réformes économiques d'ampleur

Héritier d'une économie en pleine progression, mais marquée par des inégalités remarquables et une grande vulnérabilité politique structurelle, le programme d'Abiy Ahmed va se reposer sur une libéralisation partielle de l'écono-

mie, avec l'ouverture aux capitaux privés de secteurs clés comme Ethio Telecom, Ethiopian Airlines et Ethiopian Electric Power.

L'ambition réformatrice d'Abiy Ahmed est grande. Ainsi, des Zones Économiques Spéciales (ZES) ont été développées, le Grand Barrage de la Renaissance a été transformé en un levier stratégique pour exporter de l'électricité.

La guerre du Tigré qui a affecté les secteurs économiques et sociaux, a

entraîné une diminution du soutien budgétaire de la part des bailleurs de fonds et un refroidissement des relations diplomatiques avec les États-Unis, partenaires techniques et financiers de l'Éthiopie.

Face à cette rupture avec son partenaire historique, Abiy Ahmed cherche à diversifier ses alliances. La Russie se positionne comme un partenaire stratégique, notamment en matière de défense, tandis que la Chine devient le principal créancier de l'Éthiopie, finançant des projets d'infrastructures phares tel que le métro d'Addis-Abeba, selon la publication de mars 2025 de « Le Cercle Sematawy ».

Par ailleurs, avec ses ressources abondantes, sa position géopolitique clé et son adhésion aux BRICS+, l'Éthiopie cherche désormais à s'imposer comme un acteur important sur l'échiquier mondial, mentionne Le Cercle Sematawy.

Une croissance « saine et exemplaire »...

La croissance éthiopienne est saine et exemplaire, selon Abiy Ahmed

« L'économie éthiopienne devrait enregistrer une croissance supérieure à 8,4% durant l'exercice budgétaire 2024/2025, entamé le 8 juillet », a annoncé Abiy Ahmed en mars 2025, lors de sa dernière intervention devant les députés. Ahmed a précisé que la croissance du pays pourrait dépasser les prévisions de 8,4%, grâce aux bonnes performances observées dans les secteurs économiques clés au cours des huit derniers mois.

Le Premier ministre Abiy Ahmed a qualifié cette croissance de « saine et exemplaire », en soulignant l'important rôle du secteur agricole dans la dynamique économique globale. Il a également noté que le taux d'inflation avait diminué à 15 %, contre 29 % l'année précédente.

Abiy Ahmed a ajouté que son pays était désormais le premier producteur de blé en Afrique et avait généré plus de trois millions d'emplois au cours des huit derniers mois.

Sur le plan économique toujours, Abiy Ahmed a révélé que le pays avait obtenu 14,9 milliards de dollars provenant des



exportations, des transferts de fonds, des investissements directs étrangers (IDE) et d'autres sources, au cours de cette même période. Il a précisé que les exportations avaient rapporté 4,5 milliards de dollars, un montant supérieur à celui des deux années précédentes.

Abiy Ahmed a, en outre, souligné que l'expansion du produit intérieur brut

(PIB) du pays surpasse largement la moyenne de l'Afrique subsaharienne, puisque l'Éthiopie avait enregistré une croissance de 8.1% au cours de l'exercice précédent, a précisé le premier Ministre.

Perspectives...

Pour l'avenir, le gouvernement doit assurer une répartition relativement juste du fruit des réformes économiques de nature à aligner les intérêts des différents groupes catégoriels. Abiy Ahmed devra également poursuivre ses efforts politiques de cohésion en parallèle, en renforçant le dialogue national, en consolidant les institutions et en instaurant un cadre plus inclusif, seul moyen d'assurer une stabilité durable. Seul un développement inclusif et une gouvernance capable de transcender les clivages ethniques permettront au pays d'exploiter pleinement son immense potentiel et de s'ancrer définitivement parmi les puissances émergentes régionales.

Ferdinand GADE

**ABIY AHMED
A RÉVÉLÉ QUE
LE PAYS AVAIT
OBTENU 14.9
MILLIARDS
DE DOLLARS
PROVENANT DES
EXPORTATIONS...**



GUINEE EQUATORIALE

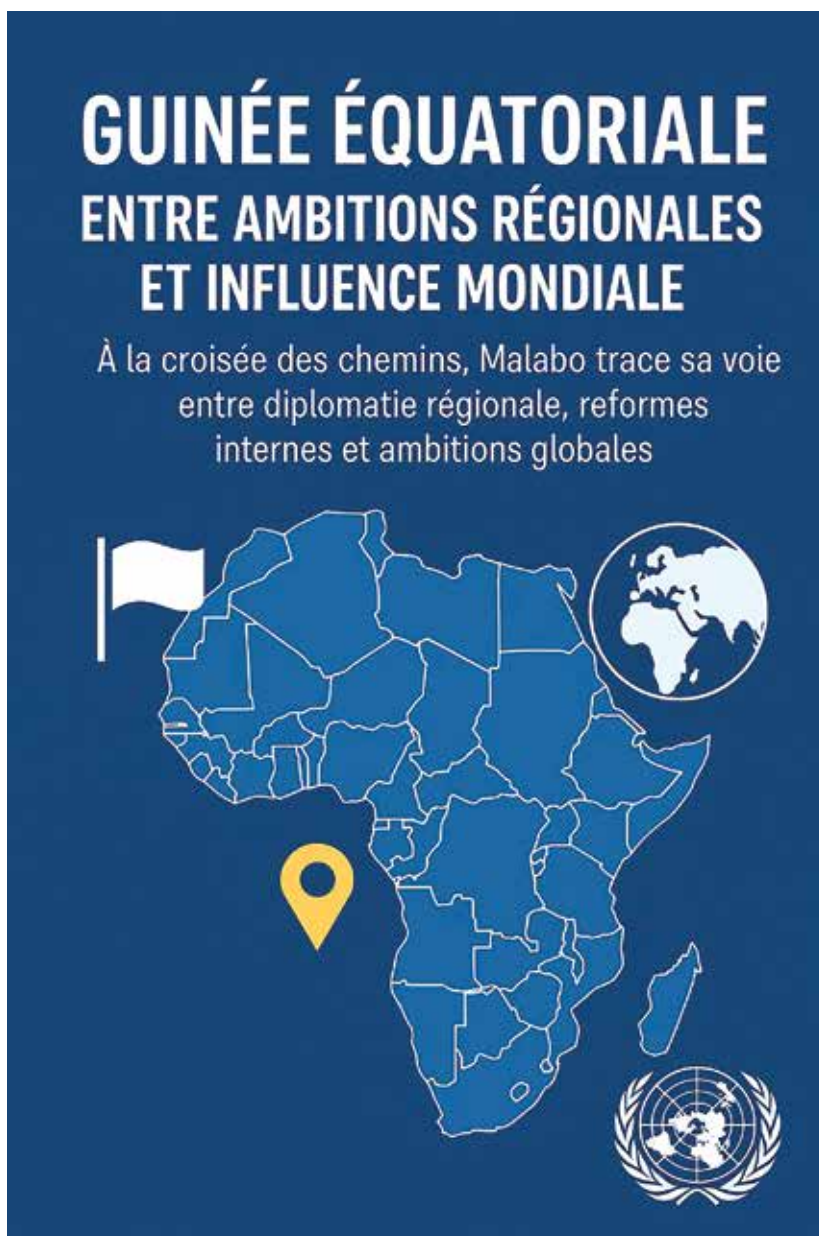
Entre ambitions régionales et influence mondiale

À l'heure où l'Afrique centrale redessine ses équilibres dans un monde en mutation, la Guinée équatoriale se distingue comme un acteur diplomatique stratégique. Entre réformes internes et ambitions globales, le pays navigue avec prudence mais détermination. Sous la direction affirmée du président Teodoro Obiang Nguema, Malabo trace une trajectoire singulière, oscillant entre leadership régional et repositionnement international.

En septembre 2025, la Guinée équatoriale a accueilli le 7e sommet extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) à Sipopo, confirmant son rôle de facilitateur régional.

« Ce sommet, convoqué dans un contexte de tensions persistantes en République démocratique du Congo et de réformes internes à la CEEAC, a permis de repositionner Malabo comme un centre de gravité diplomatique », explique Martin Oyono, diplomate. « Le président Obiang a su capitaliser sur son expérience pour impulser une dynamique de dialogue entre les États membres, s'engageant ainsi dans les processus de paix en Afrique centrale tout en soutenant la médiation à Lomé, Doha et Washington. »

Ce rôle de pivot diplomatique, longtemps sous-estimé, repose sur une stratégie de neutralité active : Malabo ne cherche pas à imposer sa vision, mais à créer les conditions d'un consensus régional. Dans un espace marqué par des défis sécuritaires, migratoires et économiques, cette posture devient précieuse.



Réformes institutionnelles : continuité et transformation

Au-delà de la scène diplomatique, la Guinée équatoriale se distingue par

son implication dans les réformes de la CEEAC. Pour Françoise Nguema, économiste, la nomination d'Ézéchiél Nibigira à la tête de



la Commission traduit une volonté de renouvellement, visant à renforcer l'efficacité de l'organisation et sa capacité à gérer les crises.

Sur le plan national, le chemin est plus contrasté. « Si des efforts sont visibles en matière de modernisation administrative et de lutte contre la transhumance criminelle, les défis liés à la transparence, à la justice et à la gouvernance économique demeurent. Le pays, riche en ressources pétrolières, peine encore à transformer cette richesse en développement inclusif », note Nguema. Pourtant, des initiatives émergent : digitalisation des services publics, renforcement des capacités institutionnelles et ouverture prudente à la société civile. « Ces réformes, bien que partielles, traduisent une volonté de repositionner l'État comme acteur de développement plutôt

que simple gestionnaire de rente », ajoute Oyono.

Hilda Tadria, experte en gouvernance africaine, rappelle : « La légitimité internationale d'un État repose autant sur ses réformes internes que sur sa capacité à dialoguer efficacement avec ses pairs régionaux. La Guinée équatoriale montre qu'une diplomatie mesurée peut se traduire en influence durable. »

MALABO, PIVOT DISCRET DE LA PAIX ET DU DIALOGUE EN AFRIQUE CENTRALE

Malabo à l'ONU : image et influence

Malabo participe activement aux travaux de l'ONU. Des sources proches du gouvernement indiquent que cette participation s'inscrit dans une stratégie de repositionnement international. « Le pays cherche à redorer son image, souvent ternie par des controverses judiciaires et des critiques sur les droits humains », explique un officiel à Hommes d'Afrique. « À travers des prises de parole mesurées mais affirmées, Malabo défend une vision panafricaine fondée sur la souveraineté, la coopération Sud-Sud et le respect des spécificités nationales. »

Cette posture s'est illustrée dans les débats sur la réforme du Conseil de sécurité, où la Guinée équatoriale a soutenu une représentation africaine élargie et permanente. Elle

s'engage également sur les questions climatiques, mettant en avant la vulnérabilité des petits États côtiers et forestiers face aux dérèglements environnementaux.

Parallèlement, le pays renforce ses relations bilatérales avec des partenaires stratégiques comme la Chine, la Russie ou certains pays du Golfe, tout en maintenant un dialogue prudent avec les puissances occidentales. Abdoulaye Bathily, diplomate et ancien représentant de l'ONU pour l'Afrique, souligne : « Dans un monde multipolaire, les petits et moyens États africains doivent jouer sur l'équilibre et la coopération régionale pour renforcer leur position. Malabo illustre parfaitement ce principe. »

Une image à reconstruire, un rôle à assumer

Malgré ces efforts, la Guinée équatoriale doit encore composer avec une perception internationale ambivalente : affaires judiciaires en France,

RÉFORMES ET MODERNISATION: LA GUINÉE ÉQUATORIALE À LA RECHERCHE D'UN DÉVELOPPEMENT INCLUSIF

critiques sur la liberté de la presse, interrogations sur la succession présidentielle. Pourtant, le pays semble déterminé à tourner la page.

« L'organisation du sommet de la CEEAC, la participation fréquente à l'Assemblée générale des Nations unies, et les réformes internes témoignent d'une volonté de transformation », observe Christine Bogondo, diplomate. « Il ne s'agit

pas d'un virage spectaculaire, mais d'une inflexion stratégique, portée par une diplomatie de visibilité et une gouvernance en quête de légitimité. »

À la croisée des chemins, la Guinée équatoriale offre une leçon de complexité. Ni modèle, ni paria, elle incarne les tensions et les espoirs d'une Afrique centrale en mutation. Son engagement régional, ses réformes institutionnelles et ses ambitions globales dessinent les contours d'un État qui cherche à exister autrement.

Nguema commente : « Pour que cette trajectoire devienne durable, il faudra plus qu'un sommet ou une intervention à l'ONU. Il faudra une diplomatie de convergence, une gouvernance transparente et une vision partagée du développement ». « C'est à ce prix que la Guinée équatoriale pourra transformer son image en influence, et son influence en impacté, a-t-elle conclu.



LE SECOND AFRICA CLIMATE

8-10 SEPTEMBER, 2025 | ADDIS ABABA



L'AFRIQUE, ARCHITECTE CLIMATIQUE

Vers une diplomatie du futur



Le deuxième sommet continental sur le climat, organisé par l'Union africaine (UA), rassemble plus de trente chefs d'État dans une atmosphère où urgence et ambition se conjuguent. Mais au-delà des discours et des promesses, une dynamique nouvelle s'impose : celle d'une Afrique qui ne quémande plus, mais qui propose, structure et inspire.

Le continent adopte désormais une posture qui tranche, tant il a longtemps

été relégué au rôle de victime dans les négociations climatiques. Victime des émissions d'autrui, victime des financements inaccessibles, victime des catastrophes naturelles amplifiées par le réchauffement. Mais à Addis-Abeba, le ton change. Les dirigeants africains ne se limitent plus à dénoncer : ils revendiquent une place centrale dans la gouvernance climatique mondiale. Mahmoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'UA, dans son discours d'ouverture, a évoqué une « architecture

L'AFRIQUE NE QUÉMANDE PLUS, ELLE PROPOSE, STRUCTURE ET INSPIRE : UNE DIPLOMATIE CLIMATIQUE NOUVELLE EST EN MARCHÉ.

climatique africaine », rappelant que le continent ne contribue qu'à hauteur de 4 % aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. Une formule forte, qui traduit le passage d'une diplomatie réactive à une diplomatie créative. L'Afrique entend désormais être co-conceptrice des solutions, et non simple bénéficiaire d'aides.

Diplomatie verte et souveraineté climatique

Cette diplomatie nouvelle s'incarne dans des figures montantes : ministres de l'environnement visionnaires, jeunes négociateurs aguerris aux arcanes des COP, entrepreneurs du climat qui transforment les défis en opportunités. À l'image de la ministre kényane de l'Écologie, qui propose un mécanisme panafricain de compensation carbone fondé sur les forêts communautaires, ou du jeune Togolais développant des drones pour cartographier les zones de reforestation.

Ces voix africaines ne résonnent plus comme de simples échos des grandes puissances. Elles portent une vision



enracinée dans les réalités locales, mais ouverte sur le monde. Une vision qui relie climat, emploi, souveraineté alimentaire et justice sociale.

L'Éthiopie, hôte du sommet, incarne cette ambition. Son programme Green Legacy, lancé en 2019, a permis de

planter des milliards d'arbres et de créer des centaines de milliers d'emplois. Ce modèle, fondé sur la mobilisation populaire et la volonté politique, inspire aujourd'hui plusieurs pays du Sahel et d'Afrique centrale.

Autre illustration : le Maroc, qui a

DE VICTIME RELÉGUÉE DES NÉGOCIATIONS À CO-CONCEPTRICE DES SOLUTIONS, L'AFRIQUE S'AFFIRME COMME ARCHITECTE CLIMATIQUE MONDIAL.

massivement investi dans les énergies renouvelables et exporte désormais son expertise solaire vers d'autres pays africains. Ou encore le Rwanda, qui impose des normes environnementales strictes aux investisseurs étrangers, affirmant ainsi sa souveraineté climatique.

Ces initiatives ne sont pas isolées. Elles constituent les briques d'une architecture africaine du climat, reposant sur l'innovation endogène et la résilience communautaire.

L'Afrique face à l'architecture financière mondiale

Mais cette ambition se heurte à une dure réalité : l'injustice du financement





climatique. Moins de 3 % des flux mondiaux sont dirigés vers l'Afrique, alors que le continent abrite 17 % de la population mondiale et subit de plein fouet les effets du dérèglement.

À Addis-Abeba, plusieurs chefs d'État ont plaidé pour une réforme du système financier international. Ils réclament des taux d'intérêt différenciés pour les projets verts, une simplification de l'accès aux fonds et la création d'un mécanisme africain de financement climatique autonome. Certains ont même proposé la création d'une Banque panafricaine du climat, capable de mobiliser des ressources internes et de négocier directement avec les bailleurs. Une idée qui pourrait transformer la dépendance en levier de négociation.

Vers une COP30 panafricaine ?

Ce sommet continental prépare aussi une échéance majeure : la COP30, pré-

vue à Belém, au Brésil. L'UA souhaite y présenter une position commune, structurée autour de trois axes : reconnaissance des pertes et dommages, accès équitable aux financements et valorisation des solutions africaines.

**ADDIS-ABEBA
MARQUE UN
TOURNANT:
L'AFRIQUE
REFUSE D'ÊTRE LE
CONTINENT DES
URGENCES POUR
DEVENIR L'ATELIER
DES INNOVATIONS.**

Plusieurs scénarios sont envisagés, dont celui d'une Alliance africaine pour la justice climatique, réunissant États, ONG, chercheurs et entreprises. Objectif : peser collectivement dans les négociations et faire entendre une voix africaine forte, cohérente et visionnaire. Le sommet d'Addis-Abeba marque un tournant. L'Afrique ne veut plus être le continent des urgences, mais celui des solutions. Elle refuse d'être le théâtre des catastrophes, mais se veut l'atelier des innovations. Elle rejette l'image de réceptacle d'aides, pour devenir le moteur des transformations.

« Dans cette diplomatie du futur, l'Afrique ne parle pas seulement pour elle-même », a confié un diplomate africain. « Elle parle pour les générations à venir, pour les peuples invisibles, pour les territoires oubliés. Elle parle avec dignité, stratégie et espérance. »

S.N.

Les bons points de l'AIGLES avec Joseph LE

Dans le cadre de la modernisation de la gestion de ses ressources humaines et, en exécution des Très Hautes Directives du Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, le 1er janvier 2025, le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Joseph LE, a procédé au lancement de l'Application Informatique de Gestion Logique des Effectifs et de la Solde (AIGLES). Ce nouvel outil constitue une avancée majeure vers une administration publique moderne, performante et transparente. Et les résultats ne se sont pas faits attendre.

Dans sa quête de l'amélioration de la gestion des ressources humaines de l'Etat, donc du bien-être des fonctionnaires, et dans un souci de transparence totale, le Président de la République du Cameroun, Son Excellence Paul Biya, a impulsé la mise en production de l'Application informatique de gestion logique des effectifs et de la solde (AIGLES). Selon le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (MINFOPRA), Joseph LE, à travers AIGLES, « l'Etat voudrait fusionner le Système Informatisé de Gestion Intégrée du Personnel de l'Etat et de la Solde (SIGIPES) et l'Application Nationale Pour Le Traitement Informatique Et Logistique Du Personnel de l'Etat (ANTILOPE) pour constituer un seul fichier unique des agents publics ; automatiser les avancements d'échelon et de classe pour les agents de l'Etat, exempté le personnel militaire, les magistrats, les agents de l'Etat ayant une procédure disciplinaire et/ou un avancement de grade en cours dans le système ; mettre à jour un nouveau format des matricules solde, afin d'anticiper sur l'évolution quantitative des effectifs de l'Etat ; sécuriser la signa-



ture électronique des actes de carrière, avec la mise à contribution de l'infrastructure à clé publique de l'Agence Nationale pour les Technologies de l'Information et de la Communication (ANTIC) ; mettre à jour les données des agents publics à leurs niveaux réels au plan de la carrière et de la solde, impliquant un gain substantiel dans les délais de traitement de ces types d'actes, et une dématérialisation complète du processus, désormais transparent pour l'agent public éligible ». Et les résultats ne sont pas fait attendre. Dans un entretien qu'il a eu avec la

presse locale, le MINFOPRA, Joseph LE, les a brillamment présentés : « De façon concrète, AIGLES a permis la régularisation des avancements d'échelon et de classe de 201 583 agents de l'Etat avec effets financiers immédiats dès janvier 2025. Parmi ces agents de l'Etat, figurent les fonctionnaires tronc commun, les personnels relevant du code de travail, les greffiers, les fonctionnaires de police, les enseignants d'universités, les chercheurs et les diplomates ». Dans la même veine, en ce qui concerne l'automatisation, « 198.223 agents de l'Etat ont bénéficié des avancements

automatiques d'échelons et de classes au mois de janvier 2025 avec prise en charge financière immédiate ; Certains d'entre-deux ont bénéficié de la régularisation de 01 échelon, 02 échelons, 03 échelons, et jusqu'à 11 échelons. C'est dire la joie qui anime ces agents de l'Etat depuis janvier 2025 qu'ils passent à la caisse ».

En ce qui concerne la mise à jour des données des agents publics à leurs niveaux réels au plan de la carrière et de la solde, Joseph LE indique qu'« à l'issue de l'assainissement opéré dans AIGLES, près de 5.000 agents publics ont vu leur solde du mois de janvier 2025 diminuer, du fait de la suppression d'indemnités et/ou d'avantages indus, pendant qu'environ 450.000 ont constaté un frémissement favorable de leur solde, grâce à la prise en compte d'indemnités et/ou d'avantages, ainsi que des avancements d'échelons, auxquels ils avaient droit, mais qu'ils ne percevaient pas encore ».

Innovations

Comme toute révolution numérique, AIGLES a charrié un certain nombre d'innovations dont l'une est, selon le MINFOPRA, « l'automatisation des avancements d'échelon et de classe et la titularisation avec prise en charge immédiate des effets financiers ». Pour autant, reconnaît le ministre, « les reclassements ne sont pas automatiques car conditionnés soit par la présentation d'un diplôme conformément à la réglementation en vigueur régissant les ressources humaines de l'Etat, soit à l'issue d'une admission à un concours professionnel ». Pour ce qui est des avancements d'échelon et de classe, souligne-t-il, « tout agent de l'Etat, en dehors des magistrats et des militaires, ne faisant pas l'objet d'une procédure disciplinaire ou n'ayant pas un dossier d'avancement de grade en cours, est avancé automatiquement dans AIGLES à sa date cyclique. Il n'y a plus donc nécessité de déposer un quelconque dossier pour pouvoir bénéficier d'un avancement d'échelon et de classe et titularisation aujourd'hui, encore moins pour valider la solde de ces actes ». Aussi, apprend-on du patron de la Fonction publique camerounaise, « la centralisation des données carrière et solde dans un réfé-

rentiel unique, tout acte abouti, donc signé, au cours d'un mois est automatiquement pris en compte financièrement le même mois ».

Quid de l'absentéisme ?

L'un des reproches faits à l'administration publique camerounaise est le peu de cas qu'elle fait des agents publics absents de leurs postes de travail. En réponse, le ministre Joseph LE rassure les sceptiques en mettant en garde les adeptes de l'absentéisme : « AIGLES, dans sa conception, est prévue pour traquer les absences au poste de travail. Le module gestion de la biométrie à installer permettra d'une part, d'identifier de manière unique les agents publics au recrutement et d'autre part, de contrôler

COMME TOUTE RÉVOLUTION NUMÉRIQUE, AIGLES A CHARRIÉ UN CERTAIN NOMBRE D'INNOVATIONS...

les présences et l'assiduité des agents publics à leurs postes de travail. » Dans la pratique, indique-t-il, « ce module collecte les présences au poste et propose une paie en fonction de ces informations.

Par ailleurs, l'on ne saurait oublier la gestion de l'assiduité des agents de l'Etat. Le gestionnaire des carrières des fonctionnaires au Cameroun se veut clair : « Cette gestion prendra également en compte les retards, les absences et les dépassements horaires, en application de la réglementation en vigueur. »

Gestion des retraités

La gestion des retraités a toujours été un casse-tête tant pour les candidats à la retraite que pour l'administration publique. Avec AIGLES, tous s'attendent à la fin du parcours du combattant qui débouche sur la perception des pensions de retraite. Ainsi, soutient le ministre

Joseph LE, « la réglementation exige pour l'agent public appelé à faire valoir ses droits à la retraite, de venir compléter son dossier administratif avec les pièces non produites dans AIGLES (lieu de jouissance, actes de naissance des enfants mineurs, ...) ». Pour cela, poursuit-il, « un système de notification (SMS, WhatsApp, Mail) a été implémenté dans AIGLES invitant l'agent, 12 mois avant le départ à la retraite, de venir compléter son dossier. AIGLES met automatiquement en prépension tout nouvel agent appelé à faire valoir ses droits à la retraite sans que ce dernier n'ait eu besoin de déposer un quelconque dossier. Cette prépension, qui est en réalité la pension calculée de l'agent de l'Etat sur la base de ses données dans AIGLES, est servie à l'agent de l'Etat pendant 4 ans en attendant que ce dernier vienne compléter les pièces sus relevées non produites dans AIGLES afin d'élaborer son acte de pension telle que la réglementation en vigueur le prévoit ».

A la question de savoir si toutes les dispositions logistiques sont prises en amont pour que tout se passe bien dans les grandes villes tout comme dans l'arrière-pays, le MINFOPRA indique que « les agents publics sont désormais coproducteurs de leur carrière à travers portail.aigles.gov.cm, un portail bilingue qui leur est dédié depuis le 1er janvier 2025 ». Cette application web bilingue est accessible à partir du réseau d'interconnexion à fibre optique déployé dans l'ensemble des régions au Cameroun. « Il ne se pose donc pas de problème de logistique. Il suffit tout simplement d'être dans le réseau d'interconnexion et d'avoir les profils pour pouvoir accéder à l'application AIGLES à partir de son bureau sans une autre forme de déploiement de l'application », conclut Joseph LE. Qui se réjouit de « la parfaite synergie entretenue avec le ministère des Finances (MINFI) dans le cadre de cet important projet gouvernemental, instruit par le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA et implémenté sous la coordination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Chief Doctor Joseph Dion Ngute ».

Samirat Ntiazé

LAMBERT SONNA MOMO

L'Africain qui veille sur l'identité numérique mondiale

À l'heure où nos vies basculent dans le tout-numérique, la question de l'identité et de la sécurité devient cruciale. Comment garantir que la personne qui se connecte, qui signe, qui accède à un service, est bien celle qu'elle prétend être ? Dans ce champ d'innovation stratégique, un nom s'impose : Lambert Sonna Momo, chercheur, inventeur, entrepreneur et pionnier d'une technologie biométrique qui pourrait changer la donne à l'échelle mondiale.

De Yaoundé à Lausanne : le parcours d'un bâtisseur

Né au Cameroun, il effectue ses premiers pas académiques à l'Université de Yaoundé, où il décroche une licence en mathématiques. Très vite, son goût pour la rigueur scientifique et la recherche appliquée le mène en Suisse. Là, il gravit les échelons avec constance : master en ingénierie informatique à l'EPFL, master en systèmes d'information à l'Université de Lausanne, puis doctorat en sécurité informatique, il a enseigné dans plusieurs universités Suisses.

Ce parcours académique exemplaire, alliant profondeur théorique et vision pragmatique, lui donne les clés pour se lancer dans un domaine hautement sensible : la cybersécurité. « Pour moi, la science n'a de sens que lorsqu'elle se traduit en solutions utiles aux sociétés », aime-t-il rappeler.

Global ID : l'innovation au service de la confiance

En 2016, Lambert Sonna Momo fonde Global ID SA, spin-off de l'EPFL, avec une idée audacieuse : utiliser la reconnaissance des veines pour créer une nouvelle génération de systèmes d'authentification. Contrairement aux empreintes



digitales ou à la reconnaissance faciale, cette biométrie est non intrusive, impossible à copier et extrêmement précise.

« Avec l'analyse multi vues, le risque de contrefaçon est pratiquement inexistant, car chacun possède des veines uniques », explique-t-il. Miniaturisé et abordable le VenoScanner, produit phare de Global ID, est conçu pour être utilisé aussi bien dans des environnements critiques que dans des solutions mobiles.

Protégée par une série de brevets, la technologie combine biométrie et chiffrement homomorphe : les données sensibles ne sont jamais décryptées, un atout décisif à l'heure des débats sur la vie privée.

Des applications concrètes sur trois continents

Au-delà de l'innovation, Global ID a déjà démontré sa valeur sur le terrain. En Namibie, un projet soutenu par PEPFAR et USAID implémente la reconnaissance veineuse pour sécuriser l'identification des patients dans la lutte contre le VIH. « Cette technologie garantit des interventions de santé plus sécurisées, précises et privées », se félicite Sonna Momo.

Au Cameroun, il a reçu en 2021 le prix Cameroon Digital Boost pour son initiative Give Back to Mama, symbole de son attachement à contribuer directement au développement numérique de son pays natal.

Sur le marché européen, Global ID avance également ses pions. Avec le soutien de Swiss-GE et des partenariats stratégiques avec des acteurs majeurs comme RUAG et le Global Fund, l'entreprise se positionne dans les secteurs sensibles : santé, défense, banques, services publics.

L'Afrique au cœur de sa vision

Si Sonna Momo est reconnu dans les cercles internationaux de la cybersécurité, il demeure profondément attaché à l'Afrique. Pour lui, l'innovation technologique ne doit pas être un luxe réservé au Nord. Au contraire, le continent africain doit saisir l'opportunité du numérique pour affirmer sa souveraineté et bâtir un développement inclusif.

Son ambition est claire : implanter d'avantage Global ID sur le marché afri-



cain, en créant des partenariats avec les gouvernements, les banques et les systèmes de santé. La biométrie veineuse, accessible et sûre, peut en effet répondre à des défis pressants comme l'accès aux services bancaires, la sécurisation des élections ou la lutte contre les fraudes dans les systèmes publics.

Un modèle de leadership technologique et éthique

Lambert Sonna Momo se définit autant par sa rigueur scientifique que par son éthique. « La technologie n'a de sens que si elle protège les personnes et renforce la confiance », affirme-t-il. Cette vision guide ses choix, qu'il s'agisse de la conception des algorithmes, de la gestion des données ou des usages concrets. Scientifique brillant, entrepreneur

visionnaire, mais aussi porte-étendard africain, il incarne une trajectoire rare. À travers ses distinctions et ses projets, il prouve qu'un Africain peut non seulement participer à la révolution technologique mondiale, mais aussi y jouer un rôle de leader reconnu.

Regards vers l'avenir

L'avenir de la biométrie, selon Sonna Momo, repose sur trois axes majeurs :

- L'intégration massive dans les services publics et privés pour lutter contre la fraude ;
- La démocratisation via des solutions mobiles adaptées aux pays émergents ;
- La normalisation internationale de la biométrie veineuse comme standard de sécurité.

Mais au-delà des perspectives industrielles, ce qui anime Lambert Sonna Momo, c'est l'idée de bâtir la confiance dans un monde numérique en perte de repères. Son parcours rappelle qu'avec des valeurs humaines fortes, la technologie peut devenir un levier puissant de transformation sociétale.

Lambert Sonna Momo est plus qu'un chercheur ou un entrepreneur. Il est un symbole : celui d'une jeunesse africaine capable de s'élever au rang mondial sans renoncer à ses racines. Son histoire résonne comme une invitation à croire que l'innovation africaine peut non seulement exister, mais aussi influencer l'avenir de la planète.

S.T

**SONNA MOMO
DÉMEURE
PROFONDEMENT
ATTACHÉ À
L'AFRIQUE. POUR
LUI, L'INNOVATION
TECHNOLOGIQUE NE
DOIT PAS ÊTRE UN
LUXE...**



LAMBERT SONNA MOMO

« La reconnaissance veineuse multi-vues est une technologie biométrique reconnue pour son haut niveau de sécurité et sa difficulté à être falsifiée »

Votre trajectoire, du Cameroun à la Suisse en passant par les plus hautes sphères de la recherche en cybersécurité, est impressionnante. Quel a été l'élément déclencheur qui vous a poussé à vous spécialiser dans la biométrie veineuse ?

Aux environs des années 2010, il y a eu un souci dans plusieurs universités Européennes avec l'authentification des diplômes des étudiants étrangers en général et Africains en particulier. Les faux diplômes et l'authentification des

diplômes sont des enjeux majeurs en Afrique, comme ailleurs, mais avec des spécificités locales liées aux systèmes éducatifs, à la corruption, à la demande d'emploi et à la mobilité internationale. Il manque de moyens de vérification car Beaucoup d'universités n'ont pas des bases de données centralisées ou sécurisées pour permettre l'authentification de leurs diplômes. La pression pour trouver un emploi ou émigrer pousse certains à acheter des faux diplômes, surtout dans les secteurs très compétitifs.

Les diplômes obtenus à l'étranger (surtout en ligne ou dans des pays peu régulés) sont parfois difficiles à authentifier. La prolifération de faux diplômes dévalorise les vrais diplômes et mine la confiance dans le système éducatif.

Des organisations spécialisées dans la falsification de diplômes opèrent à grande échelle, parfois avec des sites web très convaincants. Face à tout ceci, certaines universités Européennes avaient suspendu certains étudiants africains et arrêté d'accepter des nouveaux. Je m'étais posé

la question de savoir comment trouver une solution qui permettrait d'authentifier facilement les diplômes étrangers et surtout de pouvoir vérifier que le détenteur de ce diplôme est bien la personne qui prétend l'être et de manière instantanée sans devoir attendre plusieurs mois.

Les solutions d'identification existantes ne me donnaient pas satisfaction car il manquait d'interopérabilité : Les bases de données ne sont pas toujours connectées entre pays ou entre établissements. Le coût technologique pour la mise en place de systèmes sécurisés (blockchain, biométrie) reste coûteux pour beaucoup de pays. Les fraudeurs commençaient à utiliser des techniques sophistiquées (deepfake, sites web clonés) pour contourner les vérifications. Je me suis donc lancé dans un projet de recherche innovant de vérification par le scan de la veine en multi vues qui pourrait apporter la solution à ces problèmes.

En quoi la reconnaissance veineuse multi-vues que vous avez développée diffère-t-elle fondamentalement des autres technologies biométriques comme l'empreinte digitale ou la reconnaissance faciale ?

Le « Multi View Finger Vein » est une innovation dans le domaine de la biométrie, visant à améliorer la sécurité et la

précision des systèmes de reconnaissance biométrique.

La reconnaissance des veines des doigts est une méthode biométrique qui utilise les motifs uniques des veines sous la peau pour identifier une personne. Contrairement aux empreintes digitales, les veines des doigts sont plus difficiles à falsifier et offrent une meilleure précision. Notre invention le « Multi View Finger Vein » prend cette technologie un cran plus loin en capturant des images des veines des doigts sous plusieurs angles ou perspectives. Cela permet de créer une représentation plus complète et plus précise des motifs veineux, améliorant ainsi la fiabilité et la sécurité du système de reconnaissance. Ceci grâce à notre Scanner qui permet de scanner les veines du doigt (VenoScanner)

Notre technologie donne beaucoup d'avantages

- Précision Accrue : En capturant des images sous plusieurs angles avec le VenoScanner, le système peut mieux distinguer les motifs veineux, réduisant ainsi les erreurs d'identification. Le taux d'erreur est faible, même en cas de blessures superficielles ou de saleté sur la peau.

- Sécurité Renforcée : La multiplicité des vues rend plus difficile la falsification ou la contrefaçon des données biométriques.

- Robustesse : Le système est plus robuste face aux variations de positionnement du doigt, ce qui améliore l'expérience utilisateur.

- Redondance : La présence de plusieurs vues permet de compenser les éventuelles imperfections ou obstructions dans une seule vue.

- Sans trace : Contrairement aux empreintes digitales, il ne reste aucune trace visible après le scan.

- Difficile à falsifier : Le réseau veineux est interne et difficile à copier ou à voler.

- Acceptation sociale : Moins intrusive que d'autres biométries (comme la reconnaissance faciale ou l'iris).

- Résistance aux changements : Les veines changent peu avec l'âge ou les conditions extérieures.

En résumé, le «Multi View Finger Vein» représente une avancée significative dans le domaine de la biométrie, offrant une précision et une sécurité accrues grâce à la capture d'images des veines des doigts sous plusieurs angles.

La question de la confidentialité des données biométriques est centrale aujourd'hui. Comment garantissez-vous que votre technologie respecte les droits des utilisateurs ?

La reconnaissance veineuse multi vues est





Swiss delegation Visit Changzhou city china

une technologie biométrique reconnue pour son haut niveau de sécurité et sa difficulté à être falsifiée. Elle peut garantir le respect des droits des utilisateurs, en particulier en Suisse et en Europe, où la protection des données est très encadrée :

- Protection des données dès la conception

Notre technologie est respectueuse des droits des utilisateurs et intègre la protection des données dès leur conception (principe de « privacy by design »). Cela signifie que la sécurité et la confidentialité ont été des priorités dès la phase de développement. C'est l'une des dernières-nées des technologies biométriques conçue et développée avec l'arrivée de la RGPD.

- Stockage sécurisé et chiffrement

Les données veineuses sont converties en modèles mathématiques (templates) irréversibles, et non stockées sous forme d'images brutes. Ces templates sont chiffrés et stockés dans des environnements sécurisés, conformément aux normes internationales (ISO/IEC 27001, RGPD, LPD suisse).

- Consentement explicite

L'utilisateur doit donner son consentement libre, éclairé et spécifique avant toute collecte ou traitement de ses données veineuses. Ce consentement peut être révoqué à tout moment. Il n'est pas possible de faire une capture sans le consentement de l'utilisateur, il n'est pas possible de faire une capture à distance.

- Minimisation des données

Seules les informations strictement nécessaires sont collectées et conservées. Les données brutes (images des veines) sont supprimées immédiatement après la création du template. Les templates sont stockées de manière séparée des données personnelles.

- Anonymisation et pseudonymisation

Les données sont anonymisées ou pseudonymisées pour empêcher toute réutilisation dans un autre domaine autre que la reconnaissance.

Vous avez déjà déployé vos solutions dans certains pays africains. Quels secteurs ou usages prioritaires voyez-vous pour cette technologie sur le continent ?

Sur le continent africain, notre technologie présente un fort potentiel dans plusieurs

secteurs prioritaires, en raison de sa sécurité accrue, de sa difficulté à être falsifiée et de son adaptabilité à des contextes variés. Voici les principaux usages et secteurs où elle pourrait avoir un impact majeur :

- Sécurité et contrôle d'accès

Accès aux bâtiments sensibles : Banques, centres de données, installations gouvernementales et militaires grâce à son taux de faux rejet et de fausse acceptation très bas.

Lutte contre la fraude : Identification des agents publics, des fonctionnaires ou des bénéficiaires de programmes sociaux pour éviter les usurpations d'identité et les fraudes (exemple : recensement biométrique des fonctionnaires dans certains pays, qui a permis d'identifier des milliers de fonctionnaires fictifs : <https://francais.news-pravda.com>).

- Services financiers et inclusion bancaire

Authentification bancaire : Plusieurs banques centrales africaines explorent la biométrie pour sécuriser les transactions et lutter contre l'usurpation d'identité et le surendettement. La technologie pourrait renforcer la confiance dans les systèmes de paiement mobile et les services bancaires, notamment dans les zones rurales où l'accès aux services financiers est limité (jeuneafrique.com).

Microfinance et transferts d'argent : Sécurisation des transactions pour les populations non bancarisées, en complément des solutions comme M-Pesa.

- Santé publique et gestion des identités

**NOTRE
TECHNOLOGIE
PRÉSENTE UN
FORT POTENTIEL
DANS PLUSIEURS
SECTEURS
PRIORITAIRES...**

médicales

Identification des patients : Dans les systèmes de santé, la technologie qui est en déploiement actuellement dans deux pays africains permet d'éviter les erreurs d'identité, de sécuriser l'accès aux dossiers médicaux et de lutter contre la fraude aux soins. Cela est particulièrement utile dans les grands hôpitaux ou lors de campagnes de vaccination ou de dépistage. Elle s'intègre facilement à tout système de gestion du dossier patient grâce à des API

Gestion des épidémies : Traçabilité sécurisée des patients et des soignants, notamment en cas de crise sanitaire.

- Administration publique et identité numérique

Carte d'identité nationale et passeports biométriques : Intégration dans les programmes d'identité numérique pour sécuriser les documents d'identité et faciliter l'accès aux services publics (élections, impôts, allocations sociales).

Lutte contre la corruption : Vérification biométrique des agents publics et des bénéficiaires de subventions pour éviter les détournements.

Authentification des étudiants : Prévention de la fraude aux examens et sécurisation des diplômes, notamment dans les universités et centres de formation.

Secteur minier et industries sensibles

Contrôle d'accès aux sites miniers ou pétroliers : Sécurisation des accès pour le personnel et les visiteurs, réduction des risques de vol ou d'intrusion.

Identité digitale

L'e-ID est une pièce d'identité officielle délivrée par un État. Elle constitue un complément à la carte d'identité physique. Afin de protéger au mieux la vie privée des personnes en ligne et dans le monde physique, l'e-ID est conçue pour répondre aux exigences les plus élevées en matière de sécurité, de protection des données et de fiabilité. Notre technologie pourrait aider les gouvernements africains à développer leur propre système d'identité digitale

Où imaginez-vous Global ID dans cinq à dix ans ? Pensez-vous que la biométrie veineuse puisse devenir un standard mondial de sécurité ?

Dans cinq à dix ans, Global ID pourrait connaître une évolution majeure, notamment sous l'impulsion de l'innovation



Ambassade de Suisse en France

technologique, des besoins croissants en sécurité et de la digitalisation des services publics et privés.

- Intégration biométrique multimodale

Les systèmes d'identité numérique intégreront probablement plusieurs couches biométriques (empreintes digitales, reconnaissance faciale, veineuse multivues, iris, etc.) pour renforcer la sécurité et réduire les risques de fraude. Notre technologie pourrait y jouer un rôle clé pour les usages nécessitant un très haut niveau de fiabilité (accès bancaire, contrôle frontalier, santé, etc.).

- Déploiement massif en Afrique et dans les pays émergents

L'Afrique, où le besoin d'identité légale est crucial (près de 500 millions de personnes sans preuve d'identité), sera probablement un terrain d'expérimentation et d'adoption accélérée. Des initiatives comme ID4Africa ou les partenariats avec la Banque mondiale et l'Union africaine poussent déjà dans ce sens.

Global ID pourrait s'appuyer sur des infrastructures locales (téléphonie mobile, registres nationaux) pour offrir une iden-

tité numérique universelle, sécurisée et accessible.

Global ID a le potentiel de devenir une infrastructure centrale pour l'identité numérique mondiale, avec une forte croissance attendue en Afrique et dans les pays émergents. La biométrie veineuse multi-vues, grâce à ses atouts en sécurité et en protection des données, pourrait effectivement s'imposer comme un standard pour les usages critiques, mais son adoption massive dépendra de sa capacité à surmonter les barrières techniques, économiques et sociétales.

[Vous êtes un modèle pour de nombreux jeunes Africains passionnés de technologie. Quel message leur adressez-vous pour qu'ils transforment leur passion en impact concret ?](#)

Merci pour cette question inspirante. Si j'avais l'opportunité de m'adresser aux jeunes Africains passionnés de technologie – voici le message que je leur transmettrais, en m'appuyant sur les valeurs et les réalités du continent :



Avec le personnel medical dans un hôpital au Kenya ?

- Croyez en votre potentiel unique L'Afrique regorge de talents et de défis qui, une fois transformés en opportunités, peuvent changer le monde. Votre passion pour la technologie n'est pas un hasard, mais une chance : le continent a besoin de vos idées pour résoudre ses problèmes spécifiques (accès à l'identité, santé, éducation, finance, énergie, etc.).

- Identifiez un problème concret et agissez

Ne vous contentez pas de rêver en silence. Trouvez un problème qui vous touche personnellement ou qui affecte votre communauté, et utilisez la technologie pour y répondre. Par exemple : identité numérique, santé, éducation, agriculture etc.

- Formez-vous sans cesse et collaborez Apprenez en continu : Profitez des ressources en ligne (MOOC, tutoriels, forums) et des formations locales. Maîtrisez à la fois les aspects techniques (IA, biométrie, cybersécurité, etc.) et les compétences transversales (gestion de projet, communication).

Travaillez en équipe : Les plus grandes innovations naissent de la collaboration. Entourez-vous de personnes complémentaires (ingénieurs, designers, entrepreneurs, juristes) et n'hésitez pas à rejoindre des communautés tech africaines (comme ID4Africa, AfriLabs, ou des hubs locaux**)

Cherchez des mentors : Des figures qui peuvent vous inspirer, ou d'autres innovateurs africains, peuvent vous inspirer et vous guider. Osez les contacter, participer à des conférences, ou rejoindre des programmes de mentorat.

- Innovez avec éthique et responsabilité La technologie doit servir l'humain et le développement durable. Pensez toujours à l'impact social et éthique de vos solutions : protection des données, accessibilité, inclusion

- Lancez-vous et acceptez l'échec comme une étape

Le meilleur moment pour commencer, c'est maintenant. Vous n'avez pas besoin d'attendre d'avoir tout compris ou tout

perfectionné : Prototypiez, testez, itérez.

- Soyez fiers de votre héritage africain L'Afrique n'est pas en retard – elle est un terrain d'innovation unique, où les solutions doivent être low-cost, scalables et adaptées.

Global ID collabore avec des instituts de recherche, des gouvernements et des entreprises privées. Quelles sont les alliances stratégiques qui vous paraissent essentielles pour accélérer l'adoption de votre technologie ?

Pour accélérer l'adoption de notre technologie – il est crucial de nouer des alliances stratégiques avec des acteurs clés capables de lever les barrières techniques, réglementaires, financières et sociétales. Voici les partenariats essentiels à privilégier, inspirés des meilleures pratiques mondiales et des dynamiques africaines :

- Gouvernements et institutions publiques

Les États sont les principaux garants de l'identité légale et des infrastructures numériques. Leur soutien est indispensable pour :

Créer un cadre réglementaire favorable (protection des données, interopérabilité, reconnaissance légale des identités numériques).

Déployer des systèmes d'identité nationale (carte d'identité biométrique, passe-

NE VOUS CONTENTEZ PAS DE RÊVER EN SILENCE. TROUVEZ UN PROBLÈME QUI VOUS TOUCHE ET UTILISEZ LA TECHNOLOGIE POUR Y RÉPONDRE...

ports, registres civils).

Financer des projets pilotes et des campagnes de sensibilisation.

Les alliances clés sont : ministère de l'Intérieur, de la digitalisation ou du numérique, de la santé, des finances, les agences nationales de l'identification, les organisations régionales (UA, CEDEAO, UEMOA etc.)

- Instituts de recherche et universités

Les instituts académiques apportent : L'expertise technique, la crédibilité, la formation

- Organisations internationales et bailleurs de fonds

Ils offrent des financements et une légitimité internationale.

- Société civile et médias

Sensibiliser le public aux enjeux de l'identité numérique et de la biométrie.

Lutter contre la désinformation (craintes liées à la vie privée, rumeurs).

Impliquer les communautés dans la co-conception des solutions.

On parle de plus en plus de "souveraineté numérique" en Afrique. Comment la biométrie veineuse peut-elle contribuer à renforcer l'autonomie technologique et la confiance dans les systèmes africains ?

La souveraineté numérique en Afrique est un enjeu majeur pour réduire la dépendance aux technologies étrangères, sécuriser les données locales et renfor-

cer la confiance des citoyens dans les institutions. Notre technologie — une technologie d'identification basée sur la reconnaissance des motifs veineux de la main ou du doigt — peut jouer un rôle clé dans cette dynamique :

- Autonomie technologique

Développement local : Notre technologie peut être déployée via des solutions conçues et maintenues par des entreprises africaines, réduisant la dépendance aux fournisseurs étrangers. Elle s'intègre par simple API aux technologies locales existantes

Maîtrise des infrastructures : En intégrant cette technologie dans des systèmes d'identification nationale (comme les registres d'état civil ou les systèmes électoraux, les systèmes de gestion des dossiers patients), les pays africains peuvent contrôler leurs propres infrastructures critiques, sans dépendre de technologies importées.

- Sécurité et confiance

Inviolabilité des données : Notre technologie est considérée comme l'une des méthodes les plus sûres (moins sujette à la fraude que les empreintes digitales ou la reconnaissance faciale), ce qui renforce la confiance dans les systèmes d'identification.

Lutte contre la fraude : Utilisée pour les élections, les programmes sociaux ou l'accès aux services bancaires, elle limite les usurpations d'identité et les doubles inscriptions, un enjeu crucial pour la

transparence.

Protection des données : En hébergeant les données biométriques sur des serveurs locaux ou régionaux (respectant le RGPD africain ou des lois nationales), les États limitent les risques d'exfiltration ou d'exploitation par des acteurs étrangers.

- Inclusion et accessibilité

Adaptation aux contextes locaux : Contrairement à d'autres biométries, notre technologie fonctionne même avec des mains abîmées (travail manuel, climat sec), ce qui est un atout en Afrique ou des pays africains où il y a un grand nombre de personnes qui effectuent des travaux physiques.

Accès aux services : Elle facilite l'inclusion financière (banque mobile, assurances) et l'accès aux services publics (santé, éducation) pour les populations non bancarisées ou sans papiers.

- Perspectives

Notre technologie, combinée à d'autres technologies (blockchain, IA), pourrait positionner l'Afrique comme leader en matière d'identité numérique souveraine, inspirant d'autres régions du Sud global.

En résumé : Notre technologie peut offrir à l'Afrique une opportunité unique de concilier sécurité, autonomie technologique et inclusion, tout en renforçant la confiance des citoyens dans les institutions. Son déploiement doit s'accompagner de politiques publiques volontaristes et d'investissements dans la R&D locale.

Entretien avec Samirat Ntiazé



Programme de suivi des bénéficiaires en Namibie

AFRIQUE : ESSOR DES HUBS TECHNOLOGIQUES

Startups et innovation technologique, les nouveaux hubs du continent



A l'instar des grands pays du monde, le continent noir se métamorphose silencieusement dans le domaine technologique, mais de façon puissante. La révolution de l'innovation technologique et de l'essor des startups deviennent de plus en plus influente avec certains en ligne de mire. « Loin des clichés d'un continent en retard, l'Afrique s'affirme aujourd'hui comme un laboratoire d'idées et de solutions numériques

adaptées à ses réalités. Du Nigeria au Kenya, du Maroc à l'Afrique du Sud, de nouveaux hubs technologiques émergent, portés par une jeunesse créative, des investisseurs audacieux et un écosystème en pleine structuration », mentionne le média en ligne Africanova dans sa publication de juin 2025.

L'Afrique a franchi un cap historique ces deux dernières années dans le domaine technologique.

De 2024 au premier semestre de 2025, plus de 7 milliards de dollars ont été investis dans les startups de l'Afrique, selon Partech Africa.

L'Afrique du Sud, l'Égypte, le Nigeria et le Kenya forment le « Big Four » de la tech africaine, attirant plus de 70 % des investissements. Mais des pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Maroc et la Tunisie se distinguent également par la vitalité de leurs écosystèmes, selon le site web Africanova.

Les paiements mobiles, le micro-

crédit, les néobanques sont les secteurs fintech qui dominent principalement, avec des champions comme Flutterwave, Chipper Cash ou M-Pesa. Mais d'autres domaines explosent également. Dans le domaine de l'éducation, edtech digitalise le système éducation, agritech pour rendre l'agriculture connectée, healthtech explore le domaine de la santé avec la télé-médecine, diagnostics numérique, logistique, e-commerce, énergie renouvelable et mobilité urbaine viennent rallonger la liste des innovations numériques en Afrique.

Où se trouvent les hubs technologiques africains actuellement ?

Les villes telles que Lagos au Nigéria, Nairobi au Kenya, le Cap en Afrique du Sud, Casablanca au Maroc, viennent en tête selon la publication du mois de juin du site Africanova.

Les hubs technologiques sont des pôles d'innovation où se concentrent startups, incubateurs, accélérateurs, fonds d'investissement, universités et grandes entreprises. Lagos au Nigeria est souvent surnommée la « Silicon Lagoon » ; Nairobi au Kenya est le « Silicon Savannah » ; Le Cap en Afrique du Sud et Casablanca au Maroc rayonnent aussi à l'échelle régionale.

Ces hubs bénéficient d'infrastructures numériques solides, d'un accès à l'internet haut débit, d'un vivier de talents formés localement ou à l'étranger, et d'une culture entrepreneuriale dynamique. Ils attirent les grands groupes internationaux (Google, Microsoft, Orange, Huawei) qui y installent leurs centres de R&D.

Les atouts du succès africain

Deux facteurs essentiels favorisent le succès africain dans le domaine

de l'innovation : la jeunesse et la démographie. Plus de 60 % de la population africaine a moins de 25 ans, créant une demande massive pour des services numériques innovants, selon le site Africanova. Mobile first : L'Afrique a sauté l'étape du PC pour passer directement au mobile. Plus de 600 millions d'Africains utilisent un smartphone, facilitant l'adoption rapide des applications, selon une publication du média Le Monde et un article de Bpifrance Le Hub.

Problèmes locaux, solutions locales : Les startups africaines

DEUX FACTEURS ESSENTIELS FAVORISENT LE SUCCÈS AFRICAIN DANS LE DOMAINE DE L'INNOVATION : LA JEUNESSE ET LA DÉMOGRAPHIE.

innover pour répondre à des besoins spécifiques : accès à l'énergie, à la santé, à l'éducation, à l'eau, à la finance.

Soutien institutionnel : De nombreux gouvernements mettent en place des politiques d'incitation, des fonds d'amorçage, des zones franches et des partenariats public-privé.

Les défis à relever

Malgré cette dynamique, de nombreux obstacles entravent le développement rapide et diversifié des innovations en Afrique tels que :

Accès au financement : les levées de fonds restent concentrées sur quelques pays et secteurs, et l'investissement local reste faible.

Réglementation : l'absence d'un

cadre juridique harmonisé freine l'expansion transfrontalière des startups.

Infrastructure : l'accès à l'électricité, à l'internet et à la logistique reste inégal selon les régions.

Formation et talents : le manque de profils techniques avancés (développeurs, data scientists) limite la croissance de certains projets.

L'impact sur le développement et la société

L'innovation technologique africaine transforme la vie quotidienne : inclusion financière, accès aux soins, digitalisation de l'agriculture, e-gouvernement, création d'emplois qualifiés. Les femmes jouent un rôle croissant dans l'écosystème, en tant qu'entrepreneures, investisseuses ou ingénieures.

Les startups africaines exportent désormais leurs solutions vers d'autres continents, notamment en Asie et en Amérique latine, prouvant que l'Afrique peut être une source d'innovation mondiale.

Perspectives

La révolution numérique africaine peut être accélérée si les investissements locaux et internationaux dans l'innovation sont renforcés, les cadres réglementaires pour favoriser l'expansion régionale sont humanisés, la formation technique et l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes est soutenue, et que des ponts entre la recherche universitaire et le secteur privé sont créés.

En se basant sur ses talents et ses solutions locales, l'Afrique peut non seulement relever ses propres défis, mais aussi inspirer le monde entier à travers ses startups et l'innovation technologique, qui façonnent son nouveau visage créatif, ambitieux et résilient.

Ferdinand GADE

PROFESSEUR MOHAMED YAKUB JANABI DIRECTEUR RÉGIONAL DE L'OMS POUR L'AFRIQUE

Un parcours d'excellence au service de la santé

Né le 25 décembre 1962 à Moshi, au pied du Kilimandjaro en Tanzanie, le Professeur Mohamed Yakub Janabi incarne l'excellence médicale africaine. Cardiologue de formation, il est diplômé en médecine tropicale de l'Université du Queensland (Australie), en cardiologie de l'Université d'Osaka (Japon), et en médecine gériatrique de l'Université de Buckingham (Royaume-Uni). Il a également obtenu son doctorat en médecine en Ukraine en 1989.

Son engagement pour la santé publique s'est illustré à travers plusieurs fonctions clés : Directeur exécutif de l'hôpital national de Muhimbili, le plus grand établissement hospitalier de Tanzanie, Fondateur de l'Institut de cardiologie Jakaya Kikwete, devenu une référence régionale, et, enfin, Conseiller principal en santé auprès de la présidente tanzanienne, Samia Suluhu Hassan.

Son leadership a permis de réduire de 95 % les évacuations sanitaires à l'étranger pour les maladies cardiaques, tout en renforçant la formation locale en chirurgie et cardiologie.

Une élection marquée par la confiance africaine

Le 18 mai 2025, à Genève, le Professeur Janabi a été élu Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique avec 32 voix sur 46 votants. Cette désignation fait suite au décès prématuré du Dr Faustine Ndugulile en novembre 2024. Elle marque un tournant pour l'OMS Afrique, qui accueille un leader reconnu pour sa rigueur, sa vision et son engagement.

Dans son discours d'acceptation, il a affirmé : « Merci infiniment pour la confiance placée en moi. Je ne vous laisserai pas tomber. Votre soutien illustre notre détermination collective à bâtir une Afrique plus forte, plus unie et en meilleure santé ».

Les défis sanitaires de l'Afrique en 2025

Le Professeur Mohamed Yakub Janabi



prend les rênes de l'OMS Afrique dans un contexte sanitaire à la fois prometteur et préoccupant. Si le continent enregistre des avancées notables, notamment en matière de coordination régionale et d'innovation médicale, il reste confronté à un double fardeau : celui des maladies infectieuses et des pathologies non transmissibles. En 2025, des épidémies comme la mpox continuent de sévir, touchant 28 pays africains avec près de 50 000 cas confirmés et plus de 240 décès. Le choléra, le paludisme, le VIH/sida et la tuberculose demeurent également des priorités absolues. Parallèlement, les maladies chroniques telles que le diabète, l'hypertension et les cancers connaissent une progression inquiétante, accentuant

la pression sur des systèmes de santé déjà fragilisés.

Ces systèmes souffrent d'un manque criant de personnel médical qualifié, d'infrastructures insuffisantes – notamment en zones rurales – et d'une dépendance persistante à l'aide internationale. Cette dernière a d'ailleurs chuté de 70 % entre 2022 et 2024, mettant en péril de nombreux programmes de santé publique.

À cela s'ajoutent des menaces émergentes qui complexifient davantage le paysage sanitaire africain. La résistance aux antimicrobiens compromet les progrès réalisés contre les infections, tandis que les effets du changement climatique – propagation des maladies vectorielles, insécurité ali-

mentaire, catastrophes naturelles – pèsent lourdement sur la santé des populations. Pourtant, des opportunités existent. La télémédecine, l'intelligence artificielle et les plateformes numériques offrent des leviers puissants pour améliorer le suivi des patients, renforcer la formation des professionnels et étendre l'accès aux soins, même dans les zones les plus reculées.

Sa vision stratégique pour l'OMS Afrique

À la tête du bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, le Professeur Mohamed Yakub Janabi a présenté une feuille de route ambitieuse, fondée sur dix priorités majeures qui traduisent sa volonté de transformer en profondeur les systèmes de santé du continent. Sa vision repose sur une approche intégrée, inclusive et résolument tournée vers l'innovation et la souveraineté sanitaire africaine.

La première priorité est d'atteindre la couverture sanitaire universelle, en garantissant à chaque Africain un accès équitable à des soins de qualité, indépendamment de son statut socio-économique ou de sa localisation géographique. Pour cela, il entend renforcer les infrastructures de santé, former davantage de personnel médical et promouvoir des mécanismes de financement inclusifs.

La deuxième priorité concerne la santé maternelle et infantile, domaine dans lequel l'Afrique enregistre encore des taux de mortalité préoccupants. Le Professeur Janabi souhaite intensifier les programmes de suivi prénatal, améliorer l'accès aux accouchements assistés et renforcer la nutrition des enfants dès les premiers mois de vie.

La troisième priorité est la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, en mettant en œuvre des stratégies intégrées de prévention, de dépistage et de traitement. Il s'agit notamment de renforcer les campagnes de vaccination, de moderniser les laboratoires de diagnostic et de promouvoir des modes de vie sains pour prévenir les maladies chroniques comme le diabète ou l'hypertension.

La quatrième priorité vise à renforcer la sécurité sanitaire du continent, en développant les capacités locales de surveillance épidémiologique, de réponse rapide aux urgences sanitaires et de gestion des catastrophes. Le Professeur Janabi insiste sur la nécessité de bâtir des systèmes de santé résilients capables de faire face aux pandémies et aux crises humanitaires.

La cinquième priorité est la lutte contre la résistance aux antimicrobiens, une menace

silencieuse mais croissante. Il prévoit de mettre en place des mécanismes de surveillance rigoureux, de promouvoir l'usage rationnel des antibiotiques et de sensibiliser les professionnels de santé ainsi que les populations à cette problématique.

La sixième priorité repose sur la promotion de l'innovation et de la recherche, en encourageant les solutions africaines adaptées aux réalités locales. Le Professeur Janabi souhaite soutenir les centres de recherche régionaux, favoriser la production locale de médicaments et de vaccins, et créer des partenariats avec les universités et les start-ups du continent.

La septième priorité est le renforcement des partenariats stratégiques, tant au niveau régional qu'international. Il entend consolider la coopération entre les États africains, les organisations multilatérales, les bailleurs de fonds et le secteur privé,

LE PROFESSEUR YAKUB A PRÉSENTÉ UNE FEUILLE DE ROUTE AMBITIEUSE..

afin de mutualiser les ressources et les expertises.

La huitième priorité consiste à intégrer les enjeux climatiques dans les politiques de santé, en adaptant les systèmes aux effets du changement climatique. Cela inclut la lutte contre les maladies vectorielles exacerbées par les variations climatiques, la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles et la promotion de la santé environnementale.

La neuvième priorité concerne la réforme du financement de la santé, avec pour objectif de réduire la dépendance à l'aide extérieure et de mobiliser davantage de ressources locales. Le Professeur Janabi plaide pour une implication accrue des gouvernements africains dans le financement de la santé, ainsi que pour l'attractivité des investissements privés dans ce secteur vital. Enfin, la dixième priorité est l'inclusion et l'équité en santé, en mettant l'accent sur les populations vulnérables, les femmes, les enfants et les personnes vivant avec un handicap. Il souhaite que les politiques de

santé soient conçues avec une approche participative, respectueuse des diversités culturelles et sociales du continent.

Leadership, coopération et engagement continental

Le Professeur Mohamed Yakub Janabi incarne un leadership africain résolument tourné vers la coopération régionale et l'innovation sociale. Cardiologue de renom, il est membre actif de plusieurs sociétés savantes internationales, dont l'American College of Cardiology et la Royal Society of Tropical Medicine and Hygiene. Représentant de la Tanzanie dans de nombreux forums mondiaux sur la santé, il s'est imposé comme une voix influente pour une Afrique plus solidaire et autonome.

Sa vision repose sur trois piliers fondamentaux : la solidarité interafricaine, visant à mutualiser les ressources et renforcer les capacités nationales ; l'autonomisation des femmes, qu'il considère comme des actrices clés des systèmes de santé ; et l'engagement communautaire, à travers la formation et l'équipement des agents de santé locaux. À la fois homme de science et de terrain, il est l'auteur de plus de 100 publications scientifiques et d'un ouvrage grand public sur la santé et le mode de vie, témoignant de sa volonté de vulgariser le savoir médical.

Son engagement dépasse le cadre strictement médical : passionné de sport, il a présidé la commission antidopage de la Coupe d'Afrique des Nations 2027, illustrant son attachement à une approche globale de la santé, mêlant prévention, éthique et bien-être.

Dans un contexte sanitaire africain marqué par des défis persistants – maladies infectieuses, pathologies chroniques, pénurie de personnel, et menaces émergentes – le Professeur Janabi incarne une nouvelle génération de dirigeants capables de conjuguer expertise scientifique, sens politique et enracinement communautaire.

Le Professeur Mohamed Yakub Janabi arrive à la tête de l'OMS Afrique à un moment charnière. Son expertise, sa vision et son engagement sont des atouts majeurs pour relever les défis sanitaires du continent. En 2025, l'Afrique a besoin d'un leadership audacieux, d'investissements durables et d'une mobilisation collective pour bâtir des systèmes de santé résilients, équitables et autonomes.

Avec le Professeur Janabi aux commandes, l'espoir d'une Afrique plus saine, plus forte et plus souveraine devient une perspective crédible.

S.T



Les lauréats de l'année académique 2022-2023 et 2024, posant aux côtés du Vice Président de la République Gabonaise, Pr Hugues Alexandre Barro Chambrier et l'Ancien Président de l'Assemblée Nationale

UNIVERSITÉ INTERNATIONALE DE LIBREVILLE BERTHE & JEAN

Une décennie au service de l'excellence et de l'innovation

En 2024, l'Université Internationale de Libreville Berthe & Jean (UIL-BJ) a franchi une étape majeure de son parcours : dix années d'existence. Une décennie marquée par un développement soutenu, un engagement constant en faveur de la qualité académique et une volonté affirmée de contribuer au rayonnement de l'enseignement supérieur gabonais et africain.

Créée en 2014 au sein de l'Institution Internationale Berthe & Jean - qui comprend également le Lycée International

Berthe & Jean et la Paroisse Sainte Berthe -, l'UIL-BJ s'est rapidement imposée comme un acteur incontournable dans le paysage universitaire de la CEMAC. Reconnue d'utilité publique, elle jouit d'un statut qui la place sur un pied d'égalité avec les établissements publics, accueillant aussi bien des étudiants boursiers de l'État gabonais que des apprenants venus de la sous-région.

Infrastructures modernes et rayonnement grandissant

Dès ses premières années, l'université a investi dans des infrastructures

de pointe capables d'accueillir plus de 10.000 étudiants. Ses Auditoriums spacieux, laboratoires pédagogiques bien équipés, résidences universitaires et espaces socioculturels forment un environnement propice aux études et à la vie de campus.

L'implantation de l'UIL-BJ à Essassa a d'ailleurs transformé le visage de cette localité périphérique de Libreville. L'activité économique y a connu une forte dynamique, portée par l'arrivée d'étudiants et de personnels académiques. Commerces, services et logements se sont développés, faisant de l'université

NATIONALE DE LIBREVILLE - BERTHE & JEAN



Suite des lauréats 2022-2023-2024, posant aux côtés de la Marraine et du Parrain des deux promotions et Mme le Présidet de l'Institution Internationale Berthe et Jean: Dr Marie Madeleine Mborantsuo, Mme Camelia Ntountoume Leclerc et le Pr Jacques F. Mavoungou.

un véritable levier de développement territorial.

Au-delà de ses infrastructures, l'UIL-BJ a su se distinguer par sa stratégie de digitalisation progressive de ses processus de formation et de gestion, renforçant ainsi son attractivité auprès des jeunes générations.

Une offre de formation adaptée aux besoins des sociétés africaines

L'UIL-BJ se positionne comme une université de solutions, en phase avec les besoins du marché du travail. Avec un taux d'insertion professionnelle proche de 100 % pour ses diplômés, elle confirme la pertinence de ses programmes et la solidité de ses partenariats académiques et professionnels. Chaque année, les cursus sont évalués et ajustés pour correspondre aux évolutions socio-économiques et technologiques, garantissant une offre toujours compétitive.

Cette exigence de qualité s'accompagne du recrutement des meilleurs enseignants-chercheurs, venus du Gabon comme de l'international. L'université bénéficie en outre de collaborations

stratégiques avec de grandes institutions étrangères, dont l'Université de Montréal. Ce partenariat permet de dispenser à Libreville des formations canadiennes délocalisées, offrant aux étudiants de la sous-région un accès à des standards pédagogiques internationaux sans quitter leur environnement familial.

L'entrepreneuriat et l'ouverture comme piliers

Consciente du défi du chômage des jeunes, l'UIL-BJ met un accent particulier sur l'innovation et l'entrepreneuriat. À travers des séminaires, des ateliers et la « Junior Entreprise » portée par ses étudiants, l'université forme des leaders entrepreneuriaux, capables de transformer leur environnement social et économique.

De plus, l'UIL-BJ intègre des formations certifiantes et des modules de développement personnel à ses cursus, afin que ses diplômés incarnent sa devise : faire primer le savoir-faire sur le savoir-être, et former des cadres prêts à relever les défis sociaux, économiques et environnementaux du continent.

Une vision pour l'avenir

Alors qu'elle entame sa deuxième décennie, l'UIL-BJ s'appuie sur l'évaluation de son plan stratégique 2019-2024 pour dessiner son avenir. Les priorités annoncées par le Recteur, le Professeur Jacques François Mavoungou, portent sur la consolidation des acquis, l'approfondissement de la digitalisation, et le renforcement des capacités humaines par la formation de jeunes docteurs.

Avec près de 50 % de filles dans ses effectifs, un accompagnement soutenu des enseignants-chercheurs et une ouverture croissante à l'international, l'université affirme sa vocation : être un pôle d'excellence qui forme les cadres africains de demain, capables de prendre en main le destin de leurs nations.

Dix ans après sa création, l'Université Internationale de Libreville Berthe & Jean apparaît ainsi comme un modèle d'ancrage local, de rayonnement régional et d'ouverture globale, conjuguant excellence académique et responsabilité sociale.

S.T.

PROFESSEUR JACQUES FRANÇOIS MAVOUNGOU RECTEUR DE
L'UNIVERSITÉ INTERNATIONALE DE LIBREVILLE BERTHE & JEAN (UIL-BJ)

« Former des cadres capables de prendre en main le destin de nos nations »

L'Université Internationale de Libreville célèbre ses 10 ans d'existence cette année. Pouvez-vous nous donner un aperçu des principales réalisations de l'université au cours de cette première décennie et comment ces accomplissements ont contribué à son rayonnement au Gabon et au-delà ?

L'Université Internationale de Libreville Berthe et Jean (UIL-BJ) a débuté ses activités pédagogiques en 2014 et donc la fin 2024 marque bien les 10 ans d'existence de notre institution. Pour revenir à votre question, il faut tout d'abord rappeler que l'UIL-BJ est une composante de l'Institution Internationale Berthe et Jean, dans laquelle on trouve également le Lycée International Berthe et Jean, la Paroisse Sainte Berthe. Comme principales réalisations nous avons les infrastructures construites aux normes et qui offrent la possibilité d'accueillir plus de 10.000 étudiants. Ces infrastructures sont constituées d'auditoriums de grandes capacités, des salles de classe, des laboratoires pédagogiques fortement équipés, des résidences universitaires et d'autres espaces qui servent pour les activités socio culturelles. Il faut dire que nous sommes en train de basculer progressivement vers la digitalisation de tous les processus de formation, appui et support. L'UIL-BJ est une université privée reconnue d'utilité publique, c'est-à-dire à égale dignité que les universités publiques. Elle est désormais positionnée dans la cartographie universitaire gabonaise, sous régionale et même au niveau de l'Afrique.



A ce titre, nous recevons non seulement des étudiants boursiers de l'Etat gabonais mais également ceux venus de la sous-région. Le rayonnement de l'UIL-BJ est perceptible à travers la croissance du nombre d'étudiants nationaux et internationaux qui augmentent d'une année à une autre.

Vous me donnez l'occasion de rappeler que l'impact de l'installation de l'UIL-BJ à Essassa a vraiment modifié dans le sens positif la courbe de développement de cette bourgade. Si vous avez l'occasion de comparer les photos de la zone prises autrefois (avant l'implantation de l'UIL-BJ) à Essassa et celles prises aujourd'hui, nous verrons bien que les constructions, les commerces et autres activités socio-économiques fleurissent autour de notre université. Au regard de tout ce qui précède nous pouvons penser que l'UIL-BJ, en cheminant vers ses objectifs met en place un écosystème favorables à toutes les parties prenantes.

Au fil des années, l'UIL a su se positionner comme un acteur clé de l'éducation supérieure en Afrique centrale. Quelles sont, selon vous, les caractéristiques qui distinguent l'UIL des autres institutions éducatives de la région, en termes d'innovation et de qualité de l'enseignement ?

L'UIL-BJ, est une institution qui a pour ambition de former des cadres qui prendront en main le destin des Nations, je dis bien des Nations. C'est pourquoi ses programmes de formation sont parfaitement en adéquation avec les besoins en ressources humaines qui s'expriment dans la société. Les programmes de formation de l'UIL-BJ sont adéquation avec les besoins du marché. Cela se confirme par le taux d'insertion de nos diplômés qui est quasiment à 100%. Nous misons aussi sur la démarche qualité. Comme je le disais plus haut, tous les processus (formation, appui et support), sont évalués chaque année. Ce qui nous permet d'appréhender les écarts et d'apporter les remédiations. Ainsi,

les programmes des offres de formation demeurent attractifs. A côté du volet qualité de la formation, nous avons des infrastructures qui ordonnent les bonnes conditions de travail pour les enseignants et d'apprentissage pour les enseignants. Aussi, nous mobilisons les meilleurs enseignants-chercheurs du Gabon et de l'extérieur pour dispenser les enseignements dans notre université. Un aspect important c'est aussi que l'UIL-BJ travaille avec un réseau étendu des partenaires qui accompagnent la formation de nos apprenants en termes de stage, certification et bien d'autres aspects.

L'UIL-BJ, est une institution qui a pour ambition de former des cadres qui prendront en main le destin des Nations...

L'UIL a noué des partenariats stratégiques avec des universités prestigieuses, telles que l'Université de Montréal. Comment ces collaborations enrichissent-elles l'expérience académique des étudiants de l'UIL et quels sont les avantages pour l'université de travailler avec des institutions internationales ?

Comme vous le savez, la problématique de la formation universitaire n'est plus un problème national ni régional, mais plutôt mondial, car le résultat attendu à l'issue de la formation est que le diplômé puisse rentrer sur le marché du travail. Vous conviendrez avec moi qu'à l'heure de la mondialisation, la problématique de l'emploi devient de plus en

plus complexe. Ainsi, pour assurer à nos diplômés un avenir certain, nous avons placé le partenariat au cœur de la stratégie de développement de notre université. Ainsi, le partenariat avec l'Université de Montréal a permis de délocaliser les formations de cette université canadienne à Libreville. Ce qui permet finalement aux cadres gabonais et ceux de la sous-région qui souhaitent accroître leurs capacités et/ou compétence de suivre la formation canadienne in situ à moindre coût tout en restant à Libreville près de sa famille. A travers les partenariats, l'UIL-BJ s'ouvre au monde et donne l'opportunité aux étudiants de brasser la diversité des cultures, de développer l'ouverture d'esprit qui constitue un atout pour s'intégrer dans le village planétaire.

L'université met un accent particulier sur l'innovation et l'entrepreneuriat. Pouvez-vous nous en dire plus sur les programmes ou initiatives spécifiques que l'UIL a mis en place pour encourager les étudiants à devenir des leaders entrepreneuriaux et des acteurs de changement dans la société ?

L'augmentation du chômage des jeunes constitue une menace pour la stabilité économique et politique. Les pays au profil démographique très jeune sont encore plus menacés. L'entrepreneuriat des jeunes peut constituer une partie de la solution. L'enseignement et la formation sont essentiels pour cultiver l'esprit d'entreprise et développer les compétences spécifiques au lancement et à l'expansion d'activités commerciales. Toutefois, l'enseignement et la formation ne peuvent être dissociés du système plus général de soutien à l'entrepreneuriat. A l'UIL-BJ, plusieurs initiatives sont menées pour développer l'esprit d'entrepreneuriat. Ces initiatives sont conduites par l'institution à travers des séminaires, ateliers qui font intervenir des acteurs externes, notamment ceux du monde de l'entreprise qui viennent présenter les rouages de



l'entrepreneuriat aux apprenants. Aussi, les étudiants, à travers la mutuelle conduisent des activités à travers la 'Junior entreprise'. Ces activités portent sur la mise en place, la conduite et le suivi des projets. En sus plusieurs autres initiatives sont développées pour soutenir le développement de l'entrepreneuriat afin de donner le maximum des armes à nos apprenants pour affronter le monde du travail.

Les résultats académiques exceptionnels obtenus par l'UIL sont un témoignage de son engagement envers l'excellence. Quels sont les facteurs clés qui ont permis à l'université d'atteindre un taux de réussite aussi élevé aux examens officiels, et comment

assurez-vous la qualité de l'enseignement au quotidien ?

Cette question se rapporte plus au Lycée International Berthe et Jean. Je peux répondre à cette question sans risque de me tromper en disant que les élèves de notre Lycée sont sur-encadrés. Les enseignants sont présents et actifs durant toute l'année. Nous ne notons aucun problème d'infrastructure et tous les enseignements se déroulent normalement et dans les temps requis. Il faut ajouter, que la discipline est de mise à tous les niveaux. Cette discipline forme le socle de la réussite de nos élèves au Lycée.

L'UIL a ouvert ses portes en 2014, mais quelle est la vision à long terme de l'université pour les 10

prochaines années ? Quels projets d'expansion ou d'innovation l'université envisage-t-elle pour renforcer encore sa position sur la scène internationale ?

L'UIL-BJ vient de fêter ses 10 ans d'existence. C'est un jalon important dans la vie d'une institution. L'évaluation de notre plan stratégique 2019-2024 nous a permis d'engranger plusieurs résultats positifs, de noter nos forces et faiblesses mais de cerner aussi les opportunités et les menaces. Il s'agit donc pour la prochaine décennie de consolider les acquis, de saisir les opportunités et d'éloigner les menaces. Ainsi, pour la décennie nouvelle, l'UIL-BJ va poursuivre ses activités tout en procédant aux évaluations institutionnelles et des programmes afin

de cibler ceux qui sont encore en adéquation avec les besoins réels de la société. Pendant cette décennie, nous allons nous concentrer sur le programme de digitalisation des processus au sein de notre institution.

L'inclusivité et l'égalité des genres sont des valeurs essentielles dans le contexte actuel. Quelles mesures spécifiques l'UIL a-t-elle mises en place pour encourager l'accès à l'éducation, en particulier pour les jeunes filles et les femmes, qui restent souvent sous-représentées dans certains domaines académiques ?

Le problème de genre ne se pose vraiment pas dans notre établissement. En regardant les statistiques de l'UIL-BJ nous pouvons aisément remarquer qu'il y a autant de jeunes filles que de garçons. Le ratio est quasiment de 50%.

Je pense que le support de l'approche genre dans notre établissement est la discipline. Les jeunes filles qui y entrent arrivent à suivre sans difficultés et terminent leurs études. Ce qui fait que le taux de déperdition lié par exemple aux grossesses est vraiment très faible.

En tant que Recteur, quel message aimeriez-vous adresser aux étudiants actuels et futurs de l'UIL, ainsi qu'à l'ensemble de la communauté éducative, pour encourager un engagement plus profond envers l'apprentissage et l'innovation, au service du développement durable et de la transformation sociale de l'Afrique ?

En ma qualité de Recteur, je souhaite lancer un appel aux futurs étudiants et surtout aux parents. Je leur demande de nous confier leurs enfants, nos enfants pour les former afin de les conduire vers une meilleure destinée. Madame le Président, Mécène-Promotrice de l'institution n'a qu'une seule ambition, celle de mettre à la disposition des Nations des cadres bien formés afin qu'ils soient capables de prendre en main

le destin de nos pays. Des cadres qui soient en adéquation avec les besoins de développement des pays. Je souhaite dire aux Parents, que nos enfants peuvent se former sur place au pays, dans la sous-région et s'insérer sur le marché de l'emploi. Certes le monde est ouvert, mais les peuples se recroquevillent sur eux même. Il serait donc bien de garder un peu plus longtemps les enfants auprès de leurs parents pour leur donner des bases suffisamment solides avant de les laisser partir parfois si jeune. L'Université Internationale de Libreville Berthe et Jean prends toutes les disposi-

LE PROBLÈME DE GENRE NE SE POSE PAS VRAIMENT DANS NOTRE ÉTABLISSEMENT...

tions nécessaires pour délivrer des formations idoines et qui soient en adéquations avec les offres réelles d'emplois qui se présentent ou se profilent dans nos pays. Les conditions d'apprentissage et de vie d'étudiant sont réunies.

En tant que responsable académique d'une institution qui joue un rôle clé dans la formation des jeunes leaders africains, comment l'UIL s'assure-t-elle que ses diplômés sont bien préparés à relever les défis sociaux, économiques et environnementaux auxquels l'Afrique fait face aujourd'hui ?

Comme vous avez pu le constater, à l'UIL-BJ, nous avons des filières

de formation diplômante qui sont des formations classiques et à côté de celles-ci, nous développons des formations certifiantes en faveur des étudiants dans l'objectif de diversifier leurs compétences. Aussi et en sus, nous délivrons des sessions de formation en matière de développement personnel pour que les étudiants qui sortent de l'UIL-BJ soient le reflet de notre devise qui impose que le Savoir-faire doit se superposer au savoir-être.

Le corps enseignant est un pilier fondamental dans la réussite de toute institution académique. Comment l'UIL veille-t-elle à recruter, former et soutenir son personnel académique pour garantir un enseignement de qualité, tout en encourageant leur développement professionnel et leur engagement dans la mission éducative de l'université ?

L'Université Internationale de Libreville Berthe et Jean est une université reconnue d'utilité publique. A ce titre nous bénéficions d'un appui de l'Etat qui depuis 2 ans affecte des enseignants chercheurs pour servir dans nos différents établissements (FDSP, EMP, ISGEA, EPL, IRBK).

Aussi, nous évoluons dans un écosystème national et régional dans lesquels nous avons tisser des alliances avec des universités partenaires pour faire les enseignements et conduire d'autres activités académiques. Je peux dire que l'UIL-BJ bénéficie des appuis des universités partenaires. A travers nos formations doctorales, nous formons les jeunes docteurs qui sont progressivement recrutés dans nos établissements. Par ailleurs, nous avons déjà enregistré des inscriptions sur les listes d'aptitudes du CAMES. Dans notre plan d'orientation stratégique 2025-2030, le volet renforcement des capacités en ressources humaines constitue l'un des axes majeurs.

**Propos recueillis par
Samirat Ntiazé, à Libreville**

L'ATTP, un tournant stratégique pour la gouvernance du continent

Le 24 juillet 2025, lors d'une cérémonie à Addis-Abeba et retransmise en ligne, la Commission de l'Union africaine (AUC), en partenariat avec la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) et l'AUDA-NEPAD, a officiellement lancé la Africa Think Tank Platform (ATTP). Cette initiative continentale vise à transformer le rôle des centres de recherche africains en piliers de la gouvernance, de la prospective et de l'élaboration des politiques publiques.

Doté d'un budget global de 50 millions USD financé par une subvention IDA de la Banque mondiale, le programme ne se limite pas à octroyer des financements : il s'agit de repositionner les think tanks africains comme des acteurs structurants de l'avenir du continent.

Un financement inédit au service des savoirs africains

L'ATTP prévoit de sélectionner 3 à 5 consortiums, chacun composé de 3 à 5 think tanks africains, qui bénéficieront d'un financement d'environ 10 millions USD sur 30 mois. Ces consortiums devront travailler sur des priorités stratégiques, allant de la transformation économique et la gouvernance, au changement climatique, en passant par la sécurité alimentaire, le capital humain, la numérisation et le commerce régional.

« L'ATTP vise avant tout à renforcer l'interface entre l'élaboration des politiques et la recherche menée par les Africains. Il répond à une nécessité de longue date : intégrer les données et les analyses à chaque étape de nos processus décisionnels, et s'assurer que les institutions et les acteurs africains soient à l'avant-garde de la trajectoire de développement du continent », a déclaré l'Ambassadrice Selma Malika Haddadi, Vice-Présidente

de la Commission de l'UA, lors de la cérémonie de lancement.

Cette dimension souligne le caractère transformateur du programme : il ne s'agit plus simplement de financer des rapports ou des études, mais de créer une chaîne directe entre recherche locale et politiques publiques.

Une ambition alignée avec l'Agenda 2063

Le lancement de l'ATTP s'inscrit dans

une perspective plus large : celle de l'Agenda 2063, feuille de route de l'Afrique pour le développement inclusif, durable et souverain. L'objectif est clair : doter le continent d'un socle de compétences et de connaissances qui garantissent une planification intégrée et une action cohérente face aux défis multiples.

Comme l'a souligné l'Ambassadrice Haddadi, le programme contribuera à l'institutionnalisation de la culture de

la performance et des résultats, grâce à des outils comme le Continental Results Framework (CRF), la STISA-2024 (Stratégie de l'UA pour la science, la technologie et l'innovation) et le cadre de politique de données de l'UA.

Le soutien de la Banque mondiale : renforcer la résilience africaine

La Banque mondiale, partenaire clé de cette initiative, a insisté sur l'importance du renforcement des capacités intellectuelles et institutionnelles en Afrique.

« Les défis auxquels l'Afrique est confrontée - qu'il s'agisse de la pauvreté, du chômage des jeunes, des inégalités ou du changement climatique - exigent des solutions enracinées dans les réalités du continent. Les think tanks africains doivent jouer ce rôle essentiel d'articulation entre la recherche, l'innovation et les décisions politiques », a affirmé Samer Al-Samarrai, Lead Economist à la Banque mondiale.

Ce propos met en lumière l'un des enjeux majeurs du programme : réduire la dépendance aux diagnostics externes souvent inadaptés et donner aux experts africains les moyens de proposer des politiques sur mesure, capables de renforcer la résilience face aux crises économiques, sociales et environnementales.

Une dynamique de transformation institutionnelle

Pour la Commission de l'UA, l'ATTP est également un instrument d'apprentissage institutionnel et de cohérence continentale. Il s'agit de consolider les capacités des think tanks, tout en intégrant une forte dimension d'inclusion de genre, afin que les femmes et les jeunes chercheurs jouent un rôle moteur dans la production de savoirs.

« Ce n'est pas seulement un appel à projets, mais un appel à réaffirmer notre capacité collective à diriger, innover et transformer. L'ATTP est un véritable moteur de cohérence continentale, d'apprentissage institutionnel et de renforcement des systèmes. En soutenant cette plateforme, nous affirmons aussi la souveraineté du système de connaissance africain », a déclaré Madame Faten Aggad, cheffe adjointe de cabinet auprès de la Vice-Présidente de la Commission. Cette insistance sur la souveraineté



intellectuelle illustre la volonté de l'UA de faire des think tanks non pas de simples fournisseurs de données, mais des acteurs politiques à part entière, capables d'influencer et d'orienter les choix stratégiques du continent.

Des retombées attendues pour l'Afrique

L'Initiative ATTP entend bouleverser le paysage intellectuel africain en misant sur l'autonomie des think tanks du continent. En leur offrant des moyens financiers et humains renforcés, elle cherche à rompre avec une dépendance chronique aux bailleurs étrangers, souvent source de biais dans les orientations de recherche. Mais l'ambition va plus loin : en favorisant la création de consortiums transfrontaliers, l'initiative stimule l'intégration régionale et encou-

rage l'harmonisation des politiques publiques au sein des Communautés économiques régionales.

Face aux grands défis du continent – sécurité alimentaire, climat, emploi des jeunes, digitalisation – l'ATTP mise sur des réponses africaines à des crises africaines. Elle ne se contente pas de produire du savoir : elle professionnalise la recherche, appuie la structuration des institutions et veille à leur pérennité, tout en promouvant une approche inclusive. En toile de fond, c'est l'Agenda 2063 qui se dessine, avec une gouvernance fondée sur les données et une vision claire de la transformation continentale.

L'Africa Think Tank Platform (ATTP), lancée par l'Union africaine avec le soutien de l'ACBF, de l'AUDA-NEPAD et de la Banque mondiale, représente un tournant stratégique pour l'avenir intellectuel et politique du continent. Les voix des personnalités présentes lors du lancement – l'Ambassadrice Selma Malika Haddadi, Samer Al-Samarrai et Faten Aggad – traduisent une ambition commune : faire de la recherche africaine le moteur de la souveraineté et du développement durable.

Avec ce programme, l'Afrique affirme qu'elle ne veut plus seulement être le terrain de l'analyse des autres, mais devenir productrice de ses propres savoirs, de ses propres politiques et de son propre avenir.

S.T.

**L'AFRIQUE
AFFIRME
QU'ELLE NE
VEUT PLUS ÊTRE
LE TERRAIN
D'ANALYSE DES
AUTRES...**

GEORGE ELOMBI À LA TÊTE D'AFREXIMBANK

Une vision panafricaine pour structurer le développement africain



L'élection à l'unanimité de George Elombi à la présidence de l'African Export-Import Bank (Afreximbank) marque un tournant stratégique pour le financement du développement en Afrique. Ce juriste camerounais, discret mais influent, succède au Nigérian Benedict Oramah après près de trois décennies au sein de la banque. Son ambition : faire d'Afreximbank un levier d'industrialisation continentale et porter ses actifs à 250 milliards de dollars d'ici dix ans.

Un parcours d'excellence au service de la gouvernance africaine

Né au Cameroun à la fin des années 1950, George Elombi est diplômé en droit de l'Université de Yaoundé, puis titulaire d'un LL.M et d'un doctorat en arbitrage commercial de la London School of Economics. Avant de rejoindre Afreximbank en 1996 comme juriste, il enseignait le droit à l'Université de Hull au Royaume-Uni. Son ascension au sein de la banque est remarquable : de juriste principal

à vice-président exécutif en charge de la gouvernance, il a façonné les structures juridiques et institutionnelles de l'organisation.

Il a notamment dirigé la réponse d'Afreximbank à la pandémie de COVID-19, mobilisant plus de 2 milliards de dollars pour l'achat et la distribution de vaccins en Afrique et dans les Caraïbes. En avril 2025, il supervisait la mobilisation de 3,6 milliards de dollars en capitaux propres, préparant le terrain pour l'expansion de la banque.

Afreximbank : un modèle africain de financement du développement

Contrairement aux institutions comme la Banque mondiale ou le FMI, souvent perçues comme extérieures aux réalités africaines, Afreximbank se positionne comme une banque de développement enracinée dans les priorités du continent. Elle finance des projets industriels, commerciaux et infrastructurels, tout en soutenant les PME et les chaînes de valeur régionales.

Parmi ses initiatives phares :

- PAPSS (Pan-African Payment and Settlement System) : un système de paiement intra-africain qui réduit les coûts de transaction et accélère les échanges commerciaux.

- Fonds d'ajustement de la ZLECAF : 10 milliards de dollars pour accompagner les États dans la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine.

- Financement industriel : Afreximbank a récemment dirigé un prêt syndiqué de 4 milliards de dollars pour refinancer le complexe pétrochimique de Dangote, avec une contribution directe de 1,35 milliard de dollars.

Ces actions illustrent une approche africaine du développement : mobiliser les ressources internes, renforcer les capacités locales et structurer les marchés régionaux.

Face au FMI et à la Banque mondiale : une alternative crédible

Alors que les institutions de Bretton Woods sont souvent critiquées pour leurs conditionnalités rigides et leur manque de réactivité, Afreximbank propose une alternative plus agile et contextualisée. Lors des réunions du FMI et de la Banque mondiale, les ministres africains ont plaidé pour une réforme du système financier mondial, appelant à une redistribution des Droits de tirage spéciaux (DTS) vers les banques africaines comme Afreximbank.

Cependant, cette ambition se heurte à des tensions intra-africaines. La Banque africaine de développement



(BAD) revendique également le rôle de principal récipiendaire des DTS, arguant de son statut AAA et de sa capacité de levier financier. George Elombi devra donc naviguer entre coopération et affirmation institutionnelle pour positionner Afreximbank comme acteur central du financement africain.

Les défis du mandat Elombi

La feuille de route du nouveau président est ambitieuse :

- Porter les actifs de la banque à 250 milliards de dollars en dix ans.

- Accélérer l'industrialisation en soutenant les secteurs à forte valeur ajoutée.

- Renforcer la dignité africaine à travers des solutions de financement endogènes.

- Structurer les corridors d'investissement en lien avec la ZLECAF et les priorités régionales.

Mais il devra aussi répondre à des enjeux complexes : la volatilité des marchés mondiaux, les risques liés aux dettes souveraines, et la nécessité de préserver la crédibilité financière de la banque face aux agences de notation.

Une vision panafricaine affirmée qu'il a réaffirmée lors de son investiture : « Je vois Afreximbank comme une force pour l'industrialisation de l'Afrique et la restauration de la dignité des Africains où qu'ils se trouvent ».

Cette déclaration résume l'esprit de son mandat : faire de la finance un outil de transformation, non de dépendance. En misant sur les talents africains, les innovations locales et les partenariats stratégiques, Elombi incarne une nouvelle génération de dirigeants panafricains, capables de conjuguer rigueur institutionnelle et vision continentale.

S.T.

**IL DEVRA AUSSI
REPENDRE À
DES ENJEUX
COMPLEXES:
LA VOLATILITÉ
DES MARCHÉS
MONDIAUX...**



AFRIQUE - CARAÏBES

Vers un nouveau chapitre d'intégration économique

Sous le signe de la résilience et de la transformation, la quatrième édition du Forum Afrique-Caraïbes sur le commerce et l'investissement (ACTIF 2025) a marqué un tournant décisif dans le renforcement des liens entre les deux régions. Organisé par la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), en collaboration avec le gouvernement de Grenade, le forum a réuni, les 28 et 29 juillet, plus de 2 100 participants venus de 80 pays, dont 11 chefs d'État et de gouvernement, témoignant de l'ampleur diplomatique et économique de cette rencontre.

Des engagements historiques pour une coopération renouvelée

Le forum Afrique-Caraïbes a été marqué par une série d'engagements historiques, traduisant une volonté commune de refonder la coopération interrégionale sur des bases durables et stratégiques. Parmi les annonces majeures, figure le lancement d'une étude de faisabilité pour la création d'une Banque EXIM des Caraïbes, desti-

née à stimuler l'industrialisation et le commerce entre les deux régions. Cette initiative s'accompagne de la mise en place d'un Fonds Croissance, Résilience et Durabilité (GRSF) doté de 250 millions de dollars, conçu comme un instrument de financement mixte pour soutenir l'adaptation climatique et le développement durable. Ce fonds sera géré par FEDA, en partenariat avec le Caricom Development Fund. Autre avancée significative : le déploiement du CAPSS, un système de paiement et de règlement transfrontalier inspiré du modèle africain PAPSS. Ce dispositif numérique permettra des transactions en temps réel dans les monnaies locales, avec à terme une carte CAPSS dédiée, facilitant les échanges commerciaux entre les deux blocs.

La proposition d'une zone de libre-échange Afrique-Caraïbes s'inscrit dans cette dynamique, en lien avec l'expansion du Conseil d'Affaires Afrique-Caraïbes, le renforcement de la connectivité aérienne et maritime, et le soutien ciblé aux PME, notamment celles dirigées par des femmes

et des jeunes entrepreneurs.

Sur le plan concret, le forum a débouché sur des accords d'investissement totalisant plus de 300 millions de dollars. Ces engagements couvrent des secteurs clés tels que les infrastructures, le tourisme, la transformation numérique et le financement du commerce. Parmi les projets phares figurent un mécanisme d'escompte de créances pour des travaux routiers aux Bahamas, une facilité climatique pour la réhabilitation d'établissements scolaires à Saint-Kitts-et-Nevis, un prêt pour le développement hôtelier à la Barbade, ainsi que des investissements dans les infrastructures portuaires et insulaires.

La dimension institutionnelle du partenariat a également été renforcée. Un protocole d'accord a été signé avec la Grenada Development Bank pour appuyer les PME, tandis qu'un partenariat stratégique a été noué avec l'Union des Télécommunications des Caraïbes (CTU) pour accélérer la transformation numérique. La Bank of The Bahamas Ltd a été désignée comme intermédiaire finan-

cier d'Afreximbank, consolidant ainsi les mécanismes de financement bilatéral.

Enfin, l'ancien président d'Afreximbank, le Professeur Benedict Oramah, a plaidé pour la création d'une Global Africa Commission, pilotée conjointement par Afreximbank, le Secrétariat du Caricom et l'Union Africaine. Cette structure institutionnelle serait chargée de coordonner les initiatives stratégiques à long terme, garantissant la cohérence et la pérennité de cette alliance transatlantique en pleine expansion.

Des paroles fortes pour incarner l'élan

Lors de la cérémonie de clôture, les interventions des dirigeants africains et caribéens ont souligné une volonté commune de refonder les bases du partenariat économique entre les deux régions. Le Premier ministre de Grenade, Dickon Mitchell, a insisté sur la nécessité de bâtir des institutions solides capables de redéfinir les relations commerciales, bancaires et financières selon une vision partagée du développement. Il a également plaidé pour une mobilité accrue des populations, estimant que les systèmes de visas traditionnels n'ont plus lieu d'être à l'ère de la biométrie, qui offre des solutions sécurisées et modernes.

Le Dr George Elombi, nouveau président d'Afreximbank, a quant à lui affirmé que la finance constitue le socle du commerce.

Selon lui, l'intégration complète des systèmes de paiement panafricains rendra plus naturelle l'extension de la zone de libre-échange africaine aux Caraïbes, consolidant ainsi un espace économique transatlantique.

Son prédécesseur, le Professeur Benedict Oramah, a rappelé que les échanges entre l'Afrique et les Caraïbes représentent encore moins de 1 % des exportations, soulignant l'immensité du potentiel inexploité. Il a salué la ratification par 11 États de la Caricom d'un accord de partenariat avec Afreximbank, signe d'une confiance institutionnelle croissante et d'un engagement concret vers une coopération renforcée.

Pour marquer symboliquement cette transition et célébrer le leadership visionnaire du Professeur Oramah, une cérémonie solennelle a été organisée autour de la plantation d'un flamboyant, arbre originaire de Madagascar. Ce geste, porteur de vitalité, de paix et de croissance, incarne l'esprit de pérennité qui anime ce partenariat stratégique entre l'Afrique et les Caraïbes.

Perspectives & défis : une feuille de route à enrichir

La dynamique de coopération entre l'Afrique et les Caraïbes se poursuit avec l'annonce de l'ACTIF 2026, qui assurera la pérennité de la plateforme d'échanges et d'accords entre les deux régions. Cette

continuité institutionnelle s'inscrit dans une montée en puissance des relations transatlantiques, portée notamment par le prochain Sommet UA-Caricom prévu en septembre 2025 à Addis-Abeba. Ce rendez-vous stratégique devrait consacrer la création de la Global Africa Commission, structure appelée à coordonner les ambitions communes.

Les secteurs prioritaires identifiés - allant de l'industrialisation à l'agroalimentaire, en passant par l'énergie, les infrastructures, les services financiers, le tourisme, les industries créatives et le numérique - dessinent un horizon prometteur pour une croissance inclusive. Toutefois, la concrétisation de ces opportunités dépendra de la capacité des États et des institutions à aligner la mise en œuvre sur le rythme des ambitions affichées.

ACTIF 2025 constitue un tournant décisif dans l'histoire des relations Afrique-Caraïbes. En transformant des discours en institutions et des engagements en financement concret, les deux régions s'engagent dans un partenariat structurant, durable et intégrateur. À travers une série d'instruments - banque EXIM, fonds résilience, système de paiement commun, zone de libre-échange, commission interrégionale - l'Afrique et les Caraïbes jettent les bases d'un avenir économique commun où les échanges, la culture et la solidarité transcendent les océans.

Sylvestre Tetchiada

Perspectives régionales

ACTIF 2026 et le Sommet UA-Caricom d'Addis-Abeba

Le succès d'ACTIF 2025 ne marque pas un aboutissement mais plutôt une étape stratégique vers une coopération plus institutionnalisée. Deux rendez-vous majeurs déjà inscrits à l'agenda témoignent de cette volonté d'ancrage durable :

-ACTIF 2026 : Prévu pour l'an prochain, le Forum Afrique-Caraïbes continuera d'offrir une plateforme de haut niveau pour transformer les accords en projets concrets. Selon Afreximbank, ACTIF 2026 sera davantage orienté vers la mise en œuvre des engagements de Grenade, avec une emphase sur les secteurs industriels, agricoles et numériques, ainsi que sur l'accélération des investissements verts.

-Sommet Union Africaine - Caricom (septembre 2025, Addis-Abeba) : Cette rencontre s'annonce historique. Elle devrait officialiser la création de la Global Africa Commission, organe conjoint UA-Caricom-Afreximbank, destiné à coordonner les initiatives économiques et politiques interrégionales. Ce sommet offrira également l'occasion de négocier les moda-

lités d'intégration progressive des Caraïbes comme « sixième région de l'Afrique », consolidant ainsi une vision géopolitique audacieuse.

Comme l'a rappelé la Secrétaire générale de la Caricom, Carla Barnett, dans son allocution à Grenade : « Le temps est venu de dépasser les déclarations d'intention pour bâtir une architecture institutionnelle solide, capable de rapprocher durablement nos peuples et nos économies. »

De son côté, un diplomate africain résumait l'enjeu : « Si nous faisons d'Addis-Abeba en 2025 un moment fondateur, alors nous aurons franchi le pas d'une coopération Afrique-Caraïbes qui ne sera plus périphérique, mais centrale dans la construction de la souveraineté économique panafricaine » Il a conclu : « Ces perspectives régionales traduisent une conviction partagée : l'Afrique et les Caraïbes avancent désormais ensemble, portées par une mémoire commune et une vision tournée vers un avenir d'interdépendance et de prospérité partagée ».

FÉLICIEN CASTERMANN

25 ans au service de l'élégance africaine

Depuis plus de deux décennies, Félicien Castermann incarne l'un des visages les plus emblématiques de la mode béninoise. Styliste modéliste reconnu, il a bâti sa réputation sur un savoir-faire exigeant et une créativité sans compromis. À l'heure où le Bénin cherche à affirmer son identité culturelle sur la scène internationale, il témoigne d'un parcours singulier et d'une vision claire : faire de la mode un levier de développement et de rayonnement du pays.

Derrière ce nom peu commun, qui lui vient d'un professeur italien de dessin, se cache un créateur passionné dont la signature est désormais reconnaissable entre toutes. À travers ses créations, Félicien Castermann redonne vie aux tissus africains et façonne une identité vestimentaire qui rayonne bien au-delà des frontières nationales. Sa spécialité : un mélange subtil de rigueur dans la finition et de créativité dans les décorations, pour des pièces uniques qui séduisent une clientèle exigeante. « Mes habits sont facilement identifiables grâce à ma touche unique », résume-t-il avec une simplicité qui contraste avec l'ampleur de son parcours.

Un parcours singulier, une vision assumée

Dès son enfance, Félicien Castermann s'est distingué par ses talents de dessinateur. Très vite, le passage vers la mode est devenu une évidence. Vingt-cinq ans plus tard, il se dit pleinement épanoui : « Ce métier m'a tout donné et m'a permis de voyager partout dans le monde. »

Son plus grand motif de satisfaction reste cependant l'inspiration qu'il suscite chez les jeunes stylistes béninois. Beaucoup voient en lui un modèle et s'engagent à leur tour dans la voie de la création. « Ils peuvent et doivent faire mieux que moi », confie-t-il, conscient que la relève est indispensable à la pérennité de la mode





béninoise.

Cependant, tout n'a pas été facile. Le styliste regrette que son métier ne soit pas toujours pris au sérieux : « Les gens ne s'imaginent pas que nous sommes des créateurs d'œuvres d'esprit, des artistes à part entière. » Pour lui, il appartient aux acteurs eux-mêmes de démontrer la valeur de leur art et d'imposer leur place dans la société.

La mode béninoise en pleine mutation

À l'image de son propre parcours, la mode béninoise a connu une véritable métamorphose ces dernières années. De la traditionnelle tenue «bomba», revisitée et modernisée, aux initiatives gouvernementales comme le projet textile de Glo-Djigbé, le secteur attire de plus en plus d'investissements et d'attention.

« La mode béninoise se porte très bien et augure de belles perspectives », affirme Castermann, qui voit dans cette dynamique une opportunité majeure pour promouvoir la destination Bénin à l'international.

Il salue notamment la politique culturelle du président Patrice Talon, qui a permis de mettre en lumière le patrimoine béni-

nois et de renforcer les synergies entre les différents créateurs. La création du Mois de la Mode, en 2017, constitue à ses yeux une véritable vitrine. « Pour une fois, les dirigeants ont cru en nous et ont décidé de faire notre promotion à leur manière », souligne-t-il, espérant que cette célébration s'étendra bientôt à toutes les grandes villes du pays.

Défis et héritage : penser la pérennité

Malgré ces avancées, plusieurs défis subsistent. L'explosion des écoles de mode,

parfois gérées par des non-professionnels, inquiète le styliste, qui plaide pour une meilleure régulation et des formations de qualité. « L'étape où se trouve la mode béninoise ne permet plus les approximations », insiste-t-il.

Autre sujet sensible : la disparition rapide des grandes maisons de couture après le décès de leurs fondateurs. Castermann cite avec émotion les noms de pionniers comme Pigozi, Peter Toss, Gilberto, J-B Hounyovi, Ciseaux d'or ou La Fourmi, dont l'héritage s'est éteint avec eux. « Nous devons trouver la formule pour que nos marques survivent à leurs créateurs », martèle-t-il, en appelant à s'inspirer du modèle européen où les maisons perdurent de génération en génération.

Optimiste malgré tout, l'ancien président de l'Association des créateurs de mode du Bénin croit en l'avenir du secteur, à condition que les stylistes travaillent main dans la main et dépassent les querelles de leadership. « L'union est indispensable pour faire rayonner la mode béninoise », conclut-il, avec la conviction qu'un nouveau chapitre s'ouvre pour cette industrie en pleine effervescence.

**À TRAVERS SES
CRÉATIONS, FÉLICIEN
CASTERMANN
REDONNE VIE AUX
TISSUS AFRICAINS ET
FAÇONNE UNE IDENTITÉ
VESTIMENTAIRE QUI
RAYONNE...**

Par Cir-Raoul HOUNGBEDJI

FIRMIN EDOUARD MATOKO

La voix africaine pour un multilatéralisme culturel renouvelé

À l'approche de la 43e session de la Conférence générale de l'UNESCO, prévue en novembre 2025 à Samarcande, la candidature de Firmin Edouard Matoko suscite un intérêt croissant. Fort de trois décennies d'engagement au sein de l'organisation, ce diplomate congolais incarne une vision africaine du multilatéralisme culturel, fondée sur l'inclusion, la diversité et le dialogue des civilisations. Portée par l'Afrique, sa candidature parle au monde : elle propose un multilatéralisme culturel plus inclusif, fondé sur l'efficacité, l'écoute et la capacité à bâtir des coalitions.

Né à Brazzaville en 1956, Matoko a fait de l'économie du développement et des relations internationales le fil conducteur d'une vie professionnelle entamée dans les années 1990 à l'UNESCO. Il y gravit les échelons jusqu'aux plus hautes responsabilités, en pilotant les dossiers Afrique, les partenariats et les relations extérieures. Ce trajet n'est pas qu'une accumulation de titres : il l'a installé au contact direct des politiques publiques - éducation, culture, sciences - là où se jouent les résultats concrets.

« Homme de méthode autant que de terrain, il a soutenu des programmes pour l'éducation des jeunes, la promotion des langues locales et la protection du patrimoine », analyse un diplomate africain. « Il a appris à conjuguer les priorités nationales



avec les objectifs universels de l'organisation, à lever des financements hybrides (États, fondations, secteur privé) et à obtenir des compromis durables », poursuit-il. « D'où une réputation d'artisan de consensus qui ne sacrifie ni l'ambition ni le réalisme », renchérit-il.

Pour l'analyste politique, Henri Moulongo, à l'heure où les organisations internationales sont scrutées pour leurs résultats, ce profil compte : Matoko connaît les rouages internes et parle le langage des ministères de l'éducation, de la culture et de la recherche. « Sa valeur ajoutée : relier les grandes orientations aux mises en œuvre - formation des enseignants, continuité pédagogique, inventaires du patrimoine, normes éthiques pour le numérique. Bref, un leadership qui exécute », professe-t-il.

Défis à surmonter

Aujourd'hui, l'UNESCO est confrontée à une série de défis qui redéfinissent son rôle dans le système multilatéral.

« L'éducation reste au cœur de ses missions », affirme Moulongo pour qui la pandémie de COVID-19 a révélé l'ampleur de la fracture numérique et accentué les inégalités d'accès. « Aujourd'hui, près de 250 millions d'enfants dans le monde restent privés d'école ». « Face à cette réalité, Matoko devra se pencher sur la nécessité de réinventer les systèmes éducatifs, de renforcer la formation des enseignants et d'intégrer les outils numériques sans laisser personne de côté », surfe cet expert. « La science constitue un autre front stratégique », dit, quant à lui Ronald Ikedi, enseignant. « Alors que l'intelligence artificielle et les technologies émergentes transforment la société, l'UNESCO est appelée à jouer un rôle normatif essentiel. Pour Matoko, l'organisation doit être un espace de régulation éthique,

capable de garantir que l'innovation scientifique reste au service du bien commun », poursuit Ikedi.

La culture représente également un pilier fragile. Dans un contexte de conflits armés et de crises climatiques, de nombreux sites patrimoniaux sont menacés. L'expérience de Matoko dans la défense du patrimoine africain illustre sa capacité à mobiliser la communauté internationale pour protéger la mémoire des peuples. Et, dans le domaine

MATOKO OFFRE UNE COMBINAISON RARE: LA CONNAISSANCE FINE D'UNE MAISON COMPLEXE, L'HABITUDE DU RÉSULTAT, ET UNE VISION OÙ L'AFRIQUE PROPOSE ET LE MONDE S'UNIT.

de la communication et de l'information, l'UNESCO a un rôle crucial à jouer pour défendre la liberté d'expression et encadrer les usages numériques.

Candidature universelle

La candidature de Matoko est africaine par ses racines, universelle par son projet. « Elle s'appuie sur une pratique avérée du dialogue entre blocs - Afrique, Europe, Amériques, monde arabe, Asie - et sur une méthode : co-construire plutôt que prescrire, écouter avant d'arbitrer, associer les acteurs non étatiques aux États membres. Ses soutiens soulignent une sobriété de style, une vision claire des priorités et une capacité à mobiliser des coalitions larges sur des objectifs mesurables »,

commente Salma Assiatou, enseignante d'université.

Son élection signifie pour l'Afrique, la reconnaissance d'un rôle moteur dans la gouvernance des communs de la connaissance - au-delà du statut de bénéficiaire, reconnaît-elle.

« Pour l'UNESCO, Matoko serait le choix d'un dirigeant qui parle le langage des ministères comme celui des praticiens, capable d'accélérer l'exécution des programmes et de décroiser éducation, science, culture et information », analyse-t-elle. Elle a ajouté : « Pour le multilatéralisme, le signal qu'une direction venue du Sud peut conduire un agenda global, fondé sur la diversité, l'équité et la coopération ». Le calendrier donne le tempo, affirme Assiatou : désignation par le Conseil exécutif en octobre 2025, nomination finale par la Conférence générale en novembre 2025. « Entre-temps, la vraie campagne se joue dans les preuves : démontrer comment l'UNESCO peut, sous sa houlette, améliorer le taux de scolarisation, renforcer la résilience du patrimoine, faire avancer des normes technologiques applicables et appuyer un écosystème médiatique indépendant. L'élection n'est pas une ligne d'arrivée, mais un contrat d'impact », continue-t-elle.

« Dans un monde fragmenté, l'UNESCO a besoin d'un leadership qui rassemble et livre », rappelle, Ikedi pour qui Matoko offre une combinaison rare : la connaissance fine d'une maison complexe, l'habitude du résultat, et une vision où l'Afrique propose et le monde s'unit. Il a conclu : « Si 2025 doit marquer le renouveau du multilatéralisme culturel, sa candidature en dessine les contours : priorités claires, normes utiles, exécution rigoureuse, au service d'une promesse simple - le savoir partagé comme bien commun ».

S.N.



CHAN 2024

Le Maroc impose sa loi à toute l'Afrique

Le Maroc a remporté avec brio le CHAN 2024 le samedi 30 août 2025. Les Lions de l'Atlas prouvent une fois de plus que leur pays nourrit de grandes ambitions footballistiques et s'en donne les moyens. Sa Majesté le Roi Mohammed VI a tenu à saluer cette énième prouesse de ses joueurs qui ont porté haut le drapeau marocain. Une nouvelle victoire pour Fouzi Lekjaa le président de la Fédération royale marocaine de football...

« C'est un motif de joie et de fierté de vous adresser Nos chaleureuses félicitations pour ce sacre continental, le troisième du genre, qui conforte les exploits et performances continentaux exceptionnels réalisés récemment par le football marocain, saluant les efforts de l'ensemble des composantes de l'équipe nationale, joueurs, entraîneurs et staffs technique, médical et administratif, ainsi que des dirigeants de la Fédération Royale Marocaine de Football», écrit le Souverain chéri-

fien dans son adresse aux joueurs Marocains, après leur sacre au CHAN 2024.

Le samedi 30 août 2025, les Marocains ont livré bataille pour venir à bout d'une vaillante équipe de Madagascar sur le score de 3 buts à 2. Au terme de cette CHAN, le Marocain Oussama Lamlioui est élu Soulier d'Or avec 6 buts. Son compatriote Mohamed Rabie Himat, capitaine de la sélection nationale, a été désigné meilleur joueur du

tournoi. Une véritable razzia des hommes de Tarik Sektioui.

Dans sa lettre aux Lions conquérants, « Le Roi fait part, dans ce sens, de Sa grande considération pour leurs contributions efficaces et empreintes de l'esprit de patriotisme sincère en vue de remporter ce nouveau sacre africain qui constituera, sans nul doute, «une forte source de motivation pour nos différentes sélections et clubs sportifs pour aller de l'avant, imprégnés de la culture de la victoire, afin de décrocher davantage de titres».

Cette 8e édition du CHAN a été organisée conjointement par le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Le CHAN est une coupe d'Afrique des nations dont la particularité réside dans sa réservation aux joueurs évoluant dans les championnats locaux africains. Dix-neuf sélections africaines s'affrontaient pour succéder au Sénégal. C'est le Maroc, qui réussit cet exploit en accrochant une troisième étoile à son palmarès.

**SA MAJESTÉ LE ROI
MOHAMMED VI
A TENU À SALUER
CETTE ÉNIÈME
PROUESSE DE SES
SUJETS...**

Valery FOUNGBE



Look Beauty

Africa Salon



Avenue Abdelkrim El khattab. 4 rue Australie.

Ocean-Rabat. E-mail : lookbeautyafrika@gmail.com

Fixe : (+212) 05 37 72 58 31 - GSM : (+212) 6 03 04 43 47



TamTech
Harnessing ICT to serve you



Scannez-moi!

À PROPOS DE NOUS

TamTech Solution est votre guichet unique pour tous vos besoins en matière d'interaction virtuelle. Nous proposons une gamme complète de produits et services 100 % personnalisés, conçus pour rendre vos échanges numériques conviviaux, sécurisés et faciles à gérer.



NOS SERVICES

- **Plateformes virtuelles** : TamTech Solution ne se limite pas aux simples salles de réunion virtuelles. Nous proposons des plateformes complètes d'interaction virtuelle, conçues pour répondre à vos besoins et rendre vos échanges numériques conviviaux, sécurisés et faciles à utiliser.
- **Plateformes de gestion de formations et de séminaires** : Nous mettons à votre disposition une variété de plateformes pour gérer vos formations et séminaires, de l'inscription à la planification, en passant par la diffusion de contenu et l'évaluation.
- **Services d'hébergement** : Nous proposons un hébergement sécurisé et fiable pour vos salles virtuelles, vos plateformes de formation et autres sites web.
- **Et bien plus encore !** Nous offrons également des services supplémentaires tels que le tutorat virtuel, la visioconférence et la diffusion en direct (live streaming).

Pourquoi choisir TamTech ?

Fiabilité : Nos services bénéficient d'une garantie de disponibilité à 99,9 %.

Tarification abordable : Nous proposons des prix compétitifs adaptés à votre budget.

Engagement envers la satisfaction client : Notre mission est de vous accompagner vers le succès dans vos interactions virtuelles.

Confidentialité et sécurité des données garanties : TamTech Solution s'engage à protéger vos données et à garantir leur confidentialité maximale. Nous opérons dans le strict respect de la loi marocaine 09.08 relative à la protection des données personnelles.



TAMTECH CONNECT



TAMTECH TUTORING



TAMTECH SEMINARS



TAMTECH EDU



www.tamtechsolution.com



contact@tamtechsolution.com



+212 537 708 391